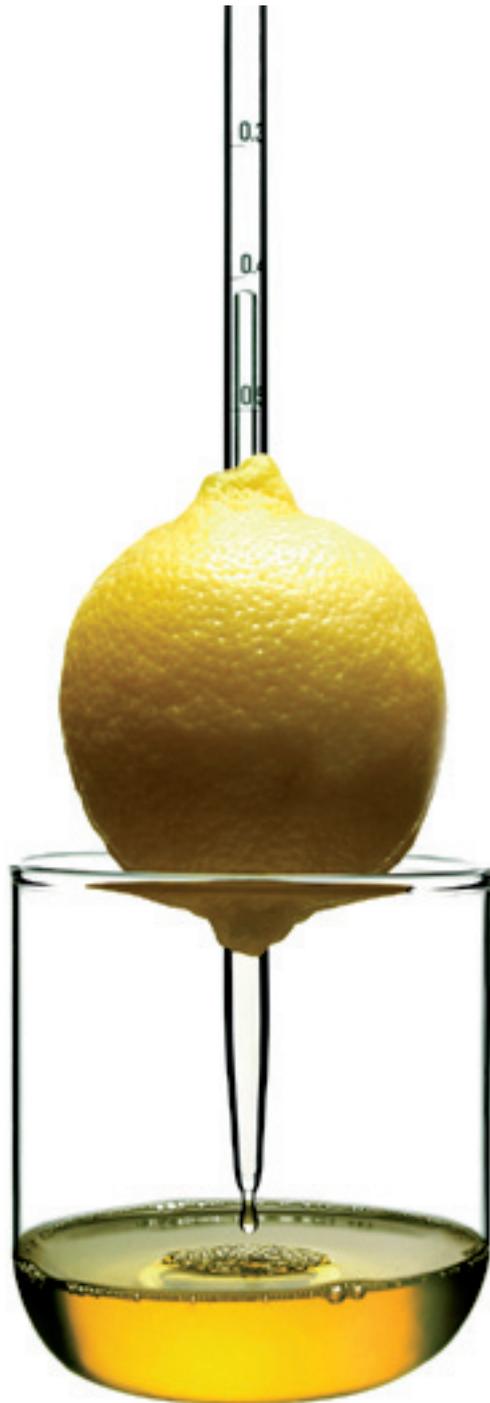


ROBERTET S.A.

RAPPORT FINANCIER



RAPPORT DE GESTION



Rapport de Gestion de l'exercice 2008

Tout au long de l'année 2008, il a été mis en œuvre le programme stratégique Robertet 2012 devant aboutir à un changement de dimension de notre groupe. Le rapprochement des unités opérationnelles de Charabot a commencé tout en conservant une indépendance de leurs réseaux commerciaux et de développement.

L'ouverture d'une unité industrielle commune à Grasse en 2011 sera une étape importante de cette démarche.

Le programme d'investissement a été bouclé aux Etats-Unis agrandissant considérablement les capacités dans le domaine des gros mélanges liquides et poudres Arômes.

Une collaboration extrêmement fructueuse dans le domaine des produits biologiques a démarré au travers de la société en partenariat les Plantes Aromatiques du Diois.

Tout ceci est porteur d'avenir et nécessite une forte implication en interne mais également sur le plan des moyens financiers qu'il faut y consacrer. Ces grandes actions ont été poursuivies dans un envi-

ronnement pourtant peu favorable du au manque de dynamisme du marché encore accentué dans la deuxième partie de l'année et d'augmentation importante du coût des matières premières dans le cadre d'une forte concurrence avec un effet de réduction des marges.

Le chiffre d'affaires de 2008 est toutefois conforme au budget s'élevant à 303 millions d'euros contre 241 millions en 2007. Le chiffre 2007 n'intégrait que l'activité du quatrième trimestre de Charabot.

A taux de change constant et structure constante, cette progression ressort à 4% ce qui est en ligne avec l'évolution globale des sociétés du secteur.

Les évolutions géographiques des ventes sont contrastées avec des performances toujours positives aux Etats-Unis et en légère diminution dans la zone Europe.

En 2008, le chiffre d'affaires consolidé se répartit à 41.3% en Europe, 32.6 % en Amérique du Nord, 12.9% en Asie, 7.5% en Amérique Latine et 5.8% en Afrique Moyen Orient.

Naturels

Les Matières Premières Naturelles sont en forte croissance grâce à l'apport de l'activité Charabot, le groupe s'affirme ainsi de plus en plus en incontestable leader dans le domaine des Produits Aromatiques Naturels. Au-delà des variations conjoncturelles, c'est un segment de marché de grand avenir, le Naturel sera de plus en plus recherché pour la composition de parfums ou d'arômes.

La combinaison des opérations de Robertet et de Charabot est un atout déterminant pour offrir au marché des produits innovants de qualité constante. Notre Groupe tire ainsi partie d'une connaissance très approfondie héritée de l'histoire des deux sociétés dédiées au développement du naturel et des constants efforts de R&D spécifiques qui seront encore accentués dans les années qui viennent.

Parfumerie

La Division Parfumerie présente une évolution légèrement positive. La Fine Fragrances qui est un marché cible pour cette division est en quasi récession alors que Robertet avait axé une grande partie de ses efforts sur ce marché ouvrant un centre créatif à New York et obtenant des résultats très positifs auprès des principaux clients Européens.

La stratégie de Robertet en direction des grands clients mondiaux, qui s'est traduit par sa présence

au sein de nombreuses core-lists, est maintenue car elle donnera des résultats positifs sur le long terme.

Dans cette direction, qui impose à Robertet d'être présent et actif sur les principaux centres économiques du monde, sa nouvelle usine Chinoise sera ouverte et opérationnelle pour le quatrième trimestre 2009. Elle permettra d'apporter un service complet à sa clientèle implantée en Chine.

Arômes alimentaires

La Division Arômes bénéficie toujours de la remarquable qualité de sa présence aux Etats-Unis, pays dans lequel Robertet a toujours maintenu ses investissements à un haut niveau lui permettant une croissance forte et régulière.

Au niveau mondial, les efforts prioritaires portent sur les boissons, secteur en perpétuelle évolution, les produits laitiers, notamment en Europe, et les arômes salés qui ont fait l'objet d'investissements importants sur les dernières années en France et en Belgique. Cette division bénéficie à plein des ressources du groupe dans le domaine des produits naturels qui

sont un grand facteur de différenciation par rapport à ses concurrents.

En 2008, sa croissance est de 3% en euros ce qui représente une augmentation de près de 8% à taux de change constant.

Les sociétés du Groupe ont obtenu des résultats très contrastés avec une tendance générale à une forte tension sur les marges dans un contexte de sensible hausse des prix des matières premières et d'intense concurrence.

Robertet Grasse

La société mère a une structure de holding détenant l'ensemble des participations du Groupe et centralisant son principal centre de R&D mais tout en conservant une vraie dimension industrielle pour la zone Européenne, l'Asie et le Moyen Orient Afrique.

Son chiffre d'affaires s'est établi à 97.1 millions d'euros contre 99.8 millions en 2007, dont 69% à l'exportation. Il se répartit en 26.3 millions d'euros pour les Matières Premières (-5.5%), 35.4 millions d'euros en Parfumerie (-5.7%) et 33.5 millions en Arômes Alimentaires (+1.8%).

Les résultats financiers bien qu'en baisse demeurent nettement positifs. L'excédent Brut d'Exploitation ressort à 10.2% du chiffre d'affaires. Les charges financières sont en augmentation du fait de l'alourdissement de la dette contractée pour le financement de l'opération Charabot et de la prise en charge de la totalité des dividendes.

Le résultat courant avant impôt est de 5.1 millions d'euros contre 8.8 millions en 2007.

Charabot

Le chiffre d'affaires consolidé a été en 2008 de 85.8 millions d'euros en progression de 6%.

Les performances de la société sont en amélioration aussi bien au niveau des ventes que des résultats.

Les opérations de rapprochement avec Robertet devront permettre aux opérations Grassoises de gagner en compétitivité même s'il s'agit d'un processus dont les fruits s'analysent sur le moyen terme.

Le bénéfice de Charabot demeure toutefois modeste surtout si l'on tient compte du profit ponctuel 2008 de 2 millions d'euros dû à la renégociation d'un contrat de retraite supplémentaire.

Par ailleurs, la société a renforcé en 2008 ses liquidités par la vente de deux terrains dans le département des Alpes Maritimes pour une somme globale nette de l'ordre de 8 millions d'euros.

Les filiales européennes

Robertet UK, qui gère également les marchés d'Afrique anglophone, a réalisé un bon exercice avec une progression de ses ventes de 12.6% en livres sterling. Sa croissance a été forte à l'export alors que son marché domestique est bridé par la délocalisation régulière des centres de production anglais. Malgré la dépréciation de sa monnaie, la filiale présente un équilibre financier très amélioré.

Robertet Espagne a évolué sur un marché en ralentissement qui offre des opportunités plus réduites. Malgré cela, ses performances ont été correctes et son exploitation est positive.

Robertet Suisse présente un chiffre d'affaires en croissance de 7% et des résultats satisfaisants.

Robertet Italie et Allemagne affichent des chiffres d'affaires en progression notamment dans le domaine de la Parfumerie.

Robertet Savoury, centre d'expertise Arômes salés du Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 9.6 millions d'euros, quasi stable, ce qui n'est pas en ligne avec les investissements de Robertet dans ce domaine. De plus, son exploitation a été fortement pénalisée par la subite hausse de prix des principales matières premières consommées avec répercussion différée à la clientèle. Cela s'est traduit par une forte perte d'exploitation qui devrait s'atténuer sensiblement en 2009.

Etats-Unis

La croissance de l'activité des Etats-Unis a une nouvelle fois été supérieure à celle du Groupe dans ses trois divisions. Toutefois la dévalorisation du dollar ces dernières années s'est répercutée dans le coût des approvisionnements de nos filiales avec un impact significatif sur les marges. Une politique volontariste d'ajustement de leur prix de vente est opérationnelle depuis le milieu de l'année 2008.

Robertet Inc qui assure la promotion aux Etats-Unis des matières premières fabriquées à Grasse a obtenu des résultats de qualité dans un contexte de forte concurrence avec un chiffre d'affaires en croissance de près de 5%.

Robertet Flavors a encore obtenu de bons résultats avec des ventes en hausse de 8.7% auprès des sociétés alimentaires américaines les plus presti-

gieuses. Toutefois une partie de sa croissance est attribuable à un mix produit moins favorable pour ses marges allant vers des produits à fort tonnage et plus faible valeur ajoutée. Son programme d'investissement de près de 30 millions de dollars est un gage de la croissance future et a été entièrement autofinancée par la filiale.

Robertet Fragrances présente un chiffre d'affaires en croissance de 24% sur un marché américain pourtant peu actif. Sa présence dans de grandes «core-lists» dans le domaine de la Parfumerie est essentielle dans cette réussite.

L'investissement dans son centre de création à New York ainsi que toutes les actions de développement en place devraient garantir la poursuite de la progression et une amélioration de ses marges.

Amérique du Sud et Amérique Latine

Robertet dispose d'une présence dans cette zone au travers de trois filiales, au Mexique, au Brésil et en Argentine, pays dans lesquels les clients internationaux de la Parfumerie et des Arômes sont très présents.

Robertet Mexique réalise un chiffre d'affaires en hausse de 7.6% avec une belle progression en Parfumerie. Cette filiale est bien organisée, rentable et s'affirme de plus en plus comme un élément précieux dans la stratégie internationale du Groupe. Ses résultats sont significatifs et lui permettent d'auto-

financer ses projets de développement et sa structure financière est solide.

Robertet Argentine obtient des résultats positifs sur un marché domestique dont le potentiel justifie d'une présence industrielle.

Robertet Brésil a fortement progressé dans un pays en développement avec un marché intérieur très dynamique et qui se situe au cœur de la stratégie des plus grands groupes internationaux. Son exploitation est maintenant quasi équilibrée et maîtrisée.

Asie

La stratégie de Robertet est logiquement d'améliorer sa position sur ce continent qui présente des opportunités importantes aussi bien pour le dynamisme de leur marché intérieur que pour les implantations des plus grands clients.

En Chine, une usine moderne près de Pékin sera opérationnelle à la fin de l'année 2009. Elle sera le fruit d'une collaboration renforcée avec Charabot du fait de la grande complémentarité des deux sociétés sur ce territoire.

En Inde, le projet industriel en partenariat suit son cours avec un certain décalage sur ce marché que le Groupe considère comme stratégique.

Au Japon, les résultats de la filiale sont corrects notamment en Arômes Alimentaires sur un marché particulièrement déprimé.

Au Vietnam, Robertet dispose d'une part de marché significative grâce aux succès obtenus par son bureau de représentation en Arômes et en Parfumerie et il est prévu d'étoffer la structure locale.

Résultats consolidés

Les comptes du Groupe intègrent pour la première fois le groupe Charabot sur un exercice complet alors qu'en 2007 l'activité de cette société n'était prise en compte que pour le dernier trimestre.

Le chiffre d'affaires de 2008, est en progression de 25.7 % pour le nouveau périmètre alors que sur la base des comptes proforma 2007 incluant Charabot sur une année pleine la progression aurait été de l'ordre de 1 %.

L'Ebitda baisse d'un peu plus de 5 % et le résultat net de 9 %, après neutralisation de l'écart d'acquisition négatif de 3 870 k€ dégagé lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation de Charabot.

A structure identique, la baisse du résultat net part du groupe, hors badwill aurait été de 19 %.

De plus, dans les comptes du Groupe, il a été enregistré un profit exceptionnel et donc non récurrent de 2 millions d'euros relatif à la renégociation d'un plan de retraite en vigueur dans la société Charabot.

L'important programme d'investissement, ayant pour une bonne part commencé dès 2007, s'étant poursuivi sur 2008, la trésorerie nette reste négative à hauteur de 58.6 millions d'euros avec pour corollaire une augmentation du coût financier net de l'ordre de 2 millions d'euros.

Sur la base de ces résultats, le Directoire proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire la distribution d'un dividende de 1,80 euros contre 2,00 euros l'année précédente, en baisse de 10 %.

PRINCIPAUX INDICATEURS (en milliers d'euros)

	2008	2007	variation
Chiffre d'affaires	303 171	241 140	+ 25.7 %
Valeur ajoutée	110 937	97 515	+ 13.7%
Excédent brut d'exploitation (Ebitda)	28 933	30 569	-5.3 %
Résultat courant	19 833	24 606	-19.4 %
Résultat net (part du Groupe) hors badwil	13 187	14 546	-9.1 %
Capitaux propres part du groupe	147 045	135 813	
Trésorerie nette*	-58 647	-46 941	
Actifs courants - passifs courants	98 025	99 469	

(*) Trésorerie nette = trésorerie et équivalents de trésorerie + autres actifs financiers courants - dettes financières.

Perspectives 2009

Le chiffre d'affaires du premier trimestre s'est établi à 74.7 millions d'euros en baisse de 2.8%. A taux de change constant et structure constante, cette baisse serait de 7.7%.

L'activité est particulièrement faible en Europe alors qu'elle reste soutenue aux Etats-Unis pour nos filiales Parfumerie et Arômes.

Même si les fondamentaux du Groupe demeurent très solides, nous devons faire preuve de grande

prudence pour l'exercice 2009 comptes tenus de la récession ambiante touchant les économies des principaux pays du monde et se répercutant directement chez nos clients. Ceux-ci souffrent d'une diminution de la consommation de leurs produits et gèrent au plus près leurs stocks.

Les incertitudes sur les effets et la durée de la récession mondiale rendent toute prévision aléatoire.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

A notre connaissance, il n'est survenu aucun événement depuis le 31 décembre 2008 susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la

situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

Recherche et développement

La société consacre de façon permanente environ 8 % de son chiffre d'affaires aux actions de recherche, création et développement.

La société a bénéficié en 2008 de 210 000 euros au titre du Crédit d'impôt recherche

Risque de change, de taux, et sur actions. Risque Pays

Risque de change

Une part prépondérante des ventes du groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro telles que le dollar US, la livre sterling, le yen, le réal, et le peso mexicain ou argentin. Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, n'induisant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Les entités du Groupe qui sont exposées à un risque de change, principalement la société mère qui achète et vend en dollars, pratiquent une politique de couverture de ce risque avec pour objectif exclusif la couverture des risques générés par l'exploitation et le maintien des niveaux de marge brute opérationnelle. Aucun des produits de couverture utilisés ne peut être considéré comme présentant un caractère spéculatif.

L'exposition relative aux couvertures de change est donnée dans l'annexe aux comptes, note 11.

Risque sur actions

Au 31 décembre 2008 le bilan du Groupe fait ressortir un poste trésorerie et équivalents trésorerie de 24,7 millions d'euros (23,9 millions d'euros au 31 décembre 2007).

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement représentées par des SICAV monétaires investies en titres de maturité très courte et ne présentant pas de risque en capital. Conformément aux règles comptables en vigueur, ces instruments sont évalués à leur valeur

Risque de taux

Sur les presque 39,5 millions d'euros d'endettement du Groupe, il subsiste un risque de taux sur 5,5 millions d'emprunts à taux variable. Le détail des emprunts est fourni en note 9 de l'annexe aux comptes.

Une amplitude de 1 % sur les taux aurait un impact de 550 K €.

de marché, très proche de leur valeur comptable.

Le détail de ces actifs est donné à la note 4 de l'annexe aux comptes.

Risque pays

La société procède régulièrement à une évaluation de son exposition au risque pays. Aucune défaillance significative en matière de règlement n'est intervenue au cours de ces dernières années dans un pays identifié comme potentiellement risqué.

Répartition du capital, contrôle et actions d'autocontrôle

La famille Maubert, via Maubert SA détient 50 % du capital et 64 % des droits de vote de Robertet SA.

La société Arnhold and S. Bleichroeder Advisers agissant pour le compte de plusieurs fonds dont elle assure la gestion possède environ 29 % du capital dont une partie en certificats d'investissement, ramenant les droits de vote à environ 17 %.

La société International Value advisors LLC agissant pour le compte de plusieurs fonds dont elle assure la gestion possède 5.14 % du capital et 3.59 % des droits de vote.

Dans le cadre du plan d'achat d'options, la société détient 700 actions soit 0,02 % des droits de vote.

Proposition d'affectation du Résultat

Le Conseil d'Administration, propose de fixer le dividende par action à 1.80 euros,

Ce montant sera assuré par :

L'affectation de la totalité du résultat de l'exercice 2008	3 047 977.41 euros
et le solde par prélèvement sur les réserves pour	959 623.59 euros
Le total de la distribution proposée sera donc de	4 007 601.00 euros

s'appliquant aux actions de chacune 2,5 Euros de nominal, ainsi qu'aux certificats d'investissements soit par action et par certificat d'investissement :

- Dividendes 1.80 euros

Il est précisé que sur cette somme de 4 007 601 euros, et conformément aux nouvelles dispositions fiscales, la somme de 484 920 euros sera réglée directement au Trésor public, par la société au titre des prélèvements sociaux par virement bancaire dans les quinze premiers jours du mois qui suivra celle du paiement des dividendes.

De plus, pour les dividendes éligibles à l'abattement de 40%, les actionnaires pourront opter pour le prélèvement libératoire de 18%, cette option entraînant l'exclusion de l'abattement de 40%.

Les actionnaires devront exercer cette option dans les délais les plus brefs auprès de leur établissement teneur de titres.

En cas d'option, la société versera aux actionnaires, un dividende amputé de 30.10 % (18% de prélèvement libératoire et 12.10 % de prélèvements sociaux) et la somme correspondante sera versée directement au Trésor.

Le paiement du dividende de l'exercice 2008 sera assuré à compter du 1 Juillet 2009 par CACEIS Corporate trust, 14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux

Pour se conformer aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, il est rappelé que le montant des dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

EXERCICE	DISTRIBUTION GLOBALE	ABATTEMENT 40 %	SANS ABATTEMENT
2005	3 999 922 €	Sur la totalité du montant distribué	-

EXERCICE	DISTRIBUTION GLOBALE	ABATTEMENT 40 % ou prélèvement libératoire	SANS ABATTEMENT
2006	4 197 940 €	Sur la totalité du montant distribué	-

EXERCICE	DISTRIBUTION GLOBALE	ABATTEMENT 40 % ou prélèvement libératoire	SANS ABATTEMENT
2007	4 444 490 €	Sur la totalité du montant distribué	-

Dépenses non déductibles par application de l'article 39-4 du CGI

Nous vous précisons, par application de l'article 223 quater du Code général des impôts, que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code correspondant aux amortissements

des véhicules de tourisme non déductibles fiscalement, qui s'élèvent à un montant global de 111 674 Euros et qui ont donné lieu à une imposition de 37 970 Euros.

Conventions visées aux articles L 225-86 et suivants du code de commerce

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les termes du rapport spécial des commissaires aux

comptes établi en conformité des articles L 225-38 et suivants du code de commerce.

Sont également proposées à l'Assemblée Générale extraordinaire les résolutions suivantes :

Rachat des titres de la société

L'assemblée générale, sur le rapport du Conseil d'administration, faisant usage de la faculté prévue par l'article L. 225-209 du Code de commerce, autorise la société, pour une période de dix-huit mois, à racheter ses propres titres, actions et certificats d'investissements dans le cadre de plans pour les salariés ou en vue de leur annulation.

Le prix maximum d'achat ne devra pas excéder :

- 120 € par action ;
- 80 € par certificat d'investissement.

L'autorisation de rachat est plafonnée à 10 % du capital social de la société arrêté à ce jour et pourra, dans cette limite, soit pour l'intégralité du programme, être réalisée par voie d'acquisition de blocs de titres.

Le financement du programme de rachat pourra être opéré par utilisation de la trésorerie disponible, par émission de papier commercial et/ou par tirage sur des crédits bancaires à court ou moyen terme.

Cette autorisation met fin à celle accordée par la précédente assemblée en date du 17 juin 2008.



Autorisation pour attributions d'actions gratuites

L'Assemblée Générale, , après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, conformément aux articles L.225-197-1 et suivants du Code du commerce :

1. Autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes de la Société, au profit des membres du personnel ou de certaines catégories d'entre eux qu'il déterminera parmi les salariés et les mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées au sens de l'article L. 225-197-2.
2. Décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions. Cependant l'attribution d'actions gratuites aux dirigeants mandataires sociaux se fera sur proposition du comité de rémunération.
3. Décide que le nombre total d'actions existantes qui peuvent être attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution ne pourra excéder globalement 2,5 % du capital social de la Société aux dates d'attributions considérées, ce montant ne tenant pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
4. Décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à deux ans, et que les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée fixée par le Conseil d'administration étant précisé que le délai de conservation ne pourra être inférieur à deux ans à compter de l'attribution définitive desdites actions. Ces délais pourront toutefois être réduits par le Conseil d'administration si, à la date de l'attribution par le Conseil d'administration, des dispositions légales plus favorables sont entrées en vigueur.
5. Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

L'autorisation conférée au Conseil d'administration en vertu de la présente résolution est valable pour une durée de 38 mois à compter de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire, dans les conditions légales et réglementaires, en particulier l'article L.225-197-4 du code du commerce, des opérations réalisées dans le cadre de la présente opération.

Autorisation pour attribution d'options

donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions de la société

L'assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'Administration, en application des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, à consentir, au profit des dirigeants sociaux définis par la loi et des membres du personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce, ou de certains d'entre eux, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société à émettre ou à l'achat d'actions existantes.

Cependant l'attribution d'options aux dirigeants mandataires sociaux se fera sur proposition du comité de rémunération.

Cette autorisation, dont il pourra être fait usage en une ou plusieurs fois, est donnée pour une durée de trente huit mois à compter de la présente assemblée.

Le nombre total des options ne pourra donner droit à la souscription ou à l'achat d'un nombre d'actions excédant 5 % du capital social au moment de l'utilisation par le Conseil d'Administration.

L'assemblée générale extraordinaire décide :

- qu'en cas d'octroi d'options de souscription, le prix de souscription des actions par les bénéficiaires sera déterminé le jour où les options seront consenties par Conseil d'Administration, dans les limites légales.
- qu'en cas d'octroi d'options d'achat, le prix d'achat des actions par les bénéficiaires sera fixé par le Conseil d'Administration le jour où les options seront consenties, dans les limites légales

L'assemblée générale extraordinaire décide :

que le Conseil d'Administration fixera la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, sous réserve des interdictions légales, étant précisé que la durée de ces options ne pourra excéder une période de, à compter de leur date d'attribution,

8 ans pour les options d'achat,

10 ans pour les options de souscription.

L'assemblée générale extraordinaire prend acte de ce que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'option.

L'assemblée générale extraordinaire délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente résolution et établir le règlement du plan d'option.

L'augmentation de capital résultant des levées d'options de souscription d'actions sera définitivement réalisée du seul fait de la déclaration de levée d'option, accompagnée du bulletin de souscription et du paiement en numéraire ou par compensation avec des créances de la somme correspondante.

Lors de la première réunion suivant la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration constatera, s'il y a lieu, le nombre et le montant des actions émises pendant l'exercice, apportera les modifications nécessaires aux statuts, et effectuera les formalités de publicité .

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, le Conseil d'Administration, dans un rapport spécial, informera chaque année les actionnaires, lors de l'assemblée générale ordinaire, des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

Rémunération des mandataires sociaux

La société se réfère au code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF

1 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES REMUNERATIONS , OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUEES A CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL	2008	2007
Philippe MAUBERT, Président du Directoire		
Rémunérations versées au cours de l'exercice cf tableau 2-1	525 692	487 874
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	75 625	145 486
TOTAL	601 317	633 360
Lionel PICOLET, Membre du Directoire		
Rémunérations versées au cours de l'exercice cf tableau 2-2	333 395	317 838
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	54 450	105 808
TOTAL	387 845	423 646
Christophe MAUBERT, Membre du Directoire		
Rémunérations versées au cours de l'exercice cf tableau 2-3	327 160	258 601
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	54 450	105 808
TOTAL	381 610	364 409

**1 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS , OPTIONS ET ACTIONS
ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL**

2008

2007

Olivier MAUBERT, Membre du Directoire

Rémunérations versées au cours de l'exercice cf tableau 2-4	205 560	186 708
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	54 450	105 808
TOTAL	260 010	292 516

**2.1 - TABLEAU RECAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS VERSEES
À PHILIPPE MAUBERT, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE**

2008

2007

Rémunération fixe	313 768	280 950
Rémunération variable	200 000	195 000
Avantage en nature véhicule	11 924	11 924
TOTAL	525 692	487 874

**2.2 - TABLEAU RECAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS VERSEES
À LIONEL PICOLET, MEMBRE DU DIRECTOIRE**

2008

2007

Rémunération fixe	202 660	192 277
Rémunération variable	125 000	120 000
Avantage en nature véhicule	5 735	5 561
TOTAL	333 395	317 838

**2.3 - TABLEAU RECAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS VERSEES
À CHRISTOPHE MAUBERT, MEMBRE DU DIRECTOIRE**

2008

2007

Rémunération fixe	199 737	189 904
Rémunération variable	100 000	45 000
Avantage en nature véhicule	7 452	3 726
Avantage en nature logement	19 971	19 971
TOTAL	327 160	258 601

2.4 - TABLEAU RECAPITULATIF DES REMUNERATIONS VERSEES A OLIVIER MAUBERT, MEMBRE DU DIRECTOIRE		
	2008	2007
Rémunération fixe	149 528	135 676
Rémunération variable	50 000	45 000
Avantage en nature véhicule	6 032	6 032
TOTAL	205 560	186 708

Il n'existe aucun régime de retraite particulier pour les mandataires sociaux. Il n'est pas prévu non plus d'indemnités particulières à verser en cas de cessation de fonction.

3 - JETONS DE PRESENCE		
	2008	2007
M. Jean MAUBERT	6 000	7 000
M. Xavier GIVAUDAN	8 000	7 000
Mme Gilberte LOMBARD	8 000	7 000
M. Alain MOYNOT	8 000	7 000
M. Dlawar BARAKAT	8 000	7 000
Mme Catherine CANOVAS	8 000	7 000
M. Peter LOMBARDO	8 000	7 000
M. Robert NICOL	8 000	7 000
Mme Isabelle MAUBERT	8 000	7 000
TOTAL	70 000	63 000

M. Jean MAUBERT		
Rémunération perçue au titre de Président du Conseil de Surveillance	101 000	128 750
M. Peter LOMBARDO		
Rémunération perçue au titre des fonctions exercées aux Etats-Unis	USD. 750 000	USD. 742 000

4- ACTIONS GRATUITES ATTRIBUEES A CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PENDANT L' EXERCICE					
	date du Plan	Nombre d'actions	Valeur d'un titre	date d'acquisition	date de disponibilité
Philippe Maubert	19 avril 2008	1 250	60,50	19 avr. 2010	19 avr. 2012
Lionel Picolet	19 avril 2008	900	60,50	19 avr. 2010	19 avr. 2012
Christophe Maubert	19 avril 2008	900	60,50	19 avr. 2010	19 avr. 2012
Olivier Maubert	19 avril 2008	900	60,50	19 avr. 2010	19 avr. 2012

4- ACTIONS GRATUITES ACQUISES PENDANT L'EXERCICE POUR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

	date du Plan	Nombre d'actions	Conditions d'acquisition	date d'acquisition	date de disponibilité
Philippe Maubert	8 septembre 2005	1 000	gratuite	29 avr. 2008	29 avr. 2010
	20 avril 2006	1 000	gratuite	29 avr. 2008	29 avr. 2010
Lionel Picolet	8 septembre 2005	750	gratuite	29 avr. 2008	29 avr. 2010
	20 avril 2006	750	gratuite	29 avr. 2008	29 avr. 2010
Christophe Maubert	8 septembre 2005	750	gratuite	29 avr. 2008	29 avr. 2010
	20 avril 2006	750	gratuite	29 avr. 2008	29 avr. 2010
Olivier Maubert	8 septembre 2005	750	gratuite	29 avr. 2008	29 avr. 2010
	20 avril 2006	750	gratuite	29 avr. 2008	29 avr. 2010

Fonctions exercées par les membres du Directoire

Les membres du Directoire exercent tous des fonctions d'administrateurs ou assimilés dans toutes les sociétés du Groupe.

Jean MAUBERT était également Président du conseil d'administration de MAUBERT S.A., société holding contrôlant Robertet SA.

Participation des salariés au capital social

Dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise il est détenu par les salariés, au 31 décembre 2008

5 960 actions soit 0,27 % du capital et 0,19 % des droits de vote.

Changement de mode de gouvernance

La société est passée d'une société à Directoire et Conseil de surveillance à une société avec Conseil d'Administration le 14 janvier 2009.

Philippe Maubert, Président du Directoire a été nommé Président du Conseil d'Administration et Directeur Général.

Philippe Maubert a également été nommé Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de MAUBERT S.A., société holding contrôlant Robertet SA.

DONNEES SOCIALES & ENVIRONNEMENTALES



ROBERTET GRASSE

Informations sociales

Toutes les informations ci-après sont extraites du bilan social de la maison mère

Effectifs au 31 décembre :	Total	488
Contrats à durée déterminée		12
Contrats à durée indéterminée		476

Hommes	256
Femmes	232

Cadres	122
Agents de maîtrise	119
Employés	134
Ouvriers	113

Age moyen : 43 ans	
--------------------	--

Ancienneté :		
Plus de 5ans	381	78 %
Plus de 10 ans	278	57 %
Plus de 20 an	165	34 %
Plus de 30 ans	62	13 %

Mouvements	
Embauches	83
Fins de contrat	63
Démissions	11
Licenciements	4
Retraites	8

Handicapés : La société emploie 27 handicapés satisfaisant ainsi aux quotas imposés par la Cotorep.

Formation : Les sommes consacrées à la formation se sont élevées à 356 000 euros et ont bénéficié à 171 personnes, 89 hommes et 82 femmes.

Hygiène et sécurité : Nous avons déploré 9 accidents du travail heureusement sans gravité n'ayant pas entraîné de handicap permanent pour les victimes.

Intérim : Le nombre moyen des intérimaires a été de 44 personnes avec une durée moyenne de 11,5 jours, soit un coût de 2 148 500 euros.

Temps de travail : Le temps de travail annuel moyen est compris dans la limite de 1 600 heures.

Le nombre d'heures non travaillées pour maladie est de 44 200 heures, y compris les congés maternité et paternité pour 14 %. Le rapport entre les heures travaillées et les heures rémunérées, incluant l'impact des congés payés est de 81, 50 %.

Informations environnementales (Robertet Grasse)

L'utilisation de solvants organiques dans nos activités nous amène à émettre dans l'atmosphère des composés organiques volatils (COV) . Le pourcentage de perte par rapport aux solvants mis en œuvre est inférieur à celui préconisé pour les sites nouveaux dans le schéma de maîtrise des émissions dans le secteur de l'industrie aromatique.

Nous disposons à Grasse d'une station de traitement des effluents qui a traité en 2008, 53 100 M³ de

rejets, évacués pour retraitement. De ce fait nous n'émettons aucun élément polluant, ni dans le sol ni dans l'eau.

Nos autres déchets sont évacués soit pour être recyclés ou revalorisés soit utilisés comme combustibles via une filière de valorisation énergétique.

Les quantités ainsi évacuées en 2008 sont les suivantes, en tonnes :

• Résidus végétaux	1 234
• Déchets solides (emballages plastiques, fûts, cartons ...)	473
• Déchets liquides (Huiles, eaux de chimie, boues de station ...)	901

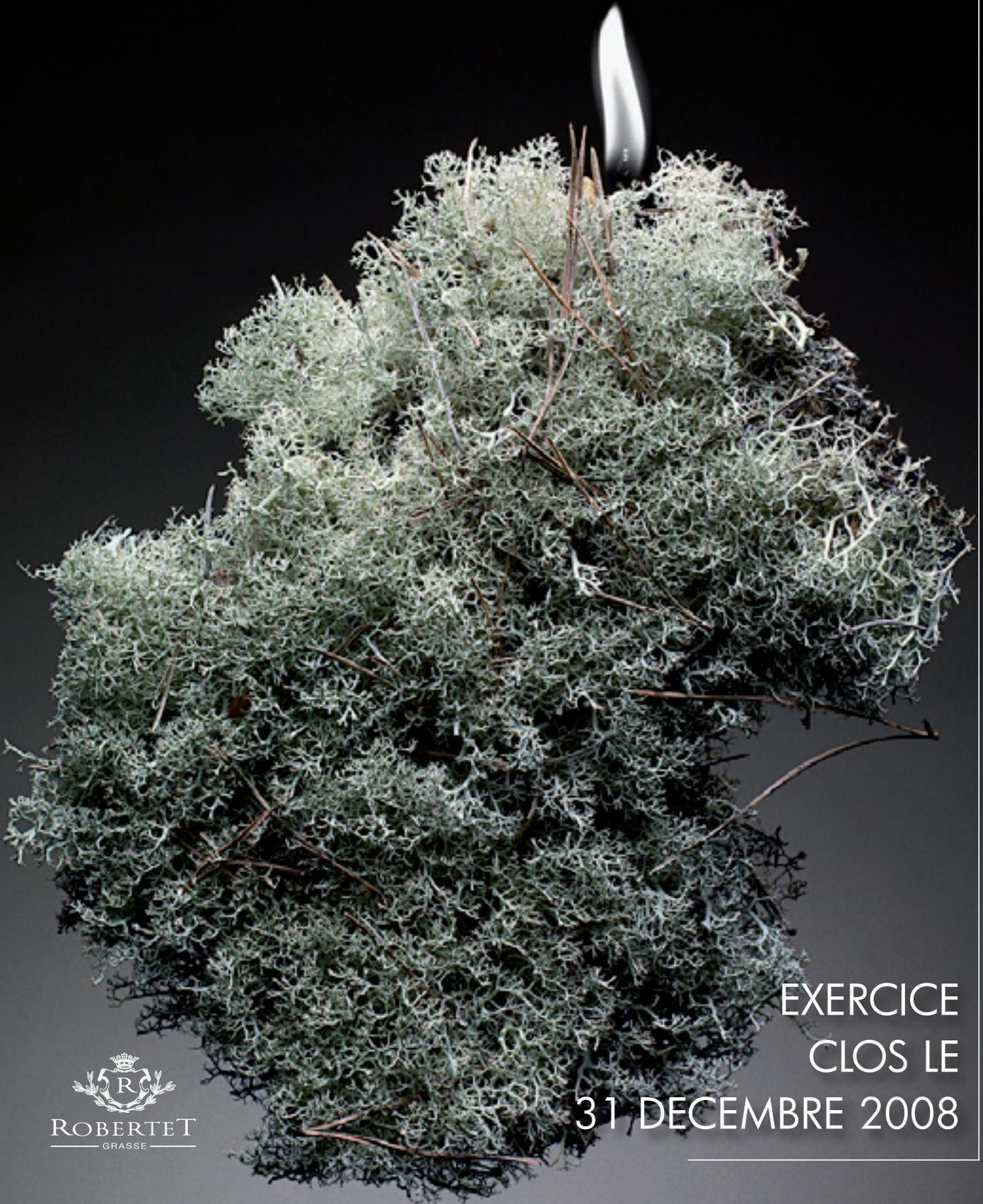
Par ailleurs, à titre indicatif, les consommations d'énergie ont été les suivantes :

• Eau	100 650 M ³
• Gaz	24, 12 M ³
• Electricité	7, 10 millions de Kwh



ROBERTET S.A.

COMPTES CONSOLIDES



EXERCICE
CLOS LE

31 DECEMBRE 2008

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	NOTE	31-déc.-08	31-déc.-07
Vente de produits	12	303 171	241 140
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		303 171	241 140
Autres produits opérationnels		992	1 075
Achats consommés		(137 608)	(102 258)
Charges externes		(51 932)	(43 621)
Charges de personnel		(78 461)	(61 179)
Impôts et taxes		(6 936)	(5 767)
Dotations aux amortissements, provisions et reprises	13	(6 930)	(5 678)
Autres charges opérationnelles		(933)	(124)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		21 363	23 589
Produit sur opération/capital			3 870
Cessions d'actifs		1 854	47
RESULTAT OPERATIONNEL		23 217	27 506
Produits de trésorerie et d'équivalents trésorerie		823	1 716
Coût de l'endettement financier brut		(3 190)	(2 027)
Coût financier net	14	(2 367)	(311)
Autres produits et charges financiers	14	(26)	(42)
RESULTAT AVANT IMPOT		20 824	27 152
Impôts courants et différés	15	(7 661)	(8 682)
Part dans le résultat des sociétés MEE		131	
RESULTAT NET		13 295	18 470
Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires		75	54
RESULTAT NET (part du Groupe)		13 220	18 416
RESULTAT NET PAR ACTIONS EXISTANTES (en euros)		5,95	8,31
RESULTAT NET DE BASE PAR ACTIONS (en euros)		5,95	8,25
RESULTAT NET DILUE (en euros)		5,93	8,17

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE - AGREGATS

En Millions d'Euros	2008	2007	% d'évolution
Chiffre d'Affaires	303 171	241 140	+ 25.7 %
EBITDA	28 933	30 569	-5.3 %
Résultat Courant	19 883	24 606	-19.2 %
Bénéfice Net	13 295	14 600	-8.9 %
Bénéfice Net après écart d'acquisition (positif)	13 295	18 470	-28 %



BILAN CONSOLIDE

en milliers d'euros		31-déc-08	31-déc-07
ACTIFS NON COURANTS		118 903	109 769
ECARTS D'ACQUISITION	2	15 701	15 719
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		446	464
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	91 855	86 368
ACTIFS FINANCIERS	4	7 064	5 291
PART DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE		1 904	
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES	16	1 934	1 927
ACTIFS COURANTS		175 773	167 892
STOCKS ET ENCOURS	5	67 447	60 755
CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	6	65 593	65 165
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATIONS	7	15 557	8 136
ACTIFS D'IMPOTS EXIGIBLES	7	2 445	2 969
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	4	18	6 979
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	17	24 713	23 888
TOTAL ACTIF		294 677	277 661

CAPITAUX PROPRES

CAPITAL		148 469	137 074
PRIMES D'EMISSION		5 557	5 541
RESERVES CONSOLIDEES		8 288	8 288
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		133 603	122 064
INTERETS MINORITAIRES		147 449	135 893
INTERETS MINORITAIRES		1 020	1 181
PASSIFS NON COURANTS		67 757	70 984
PROVISIONS - PART A LONG TERME	8	8 471	10 926
DETTES FINANCIERES - PART A LONG TERME	9	54 544	57 220
IMPOTS DIFFERES	15	4 741	2 838
PASSIFS COURANTS		78 451	69 603
PROVISIONS - PART A COURT TERME	8	1 508	1 434
DETTES FINANCIERES - PART A COURT TERME	9	29 404	20 588
PASSIFS D'IMPOTS EXIGIBLES		419	912
FOURNISSEURS		25 794	26 270
AUTRES PASSIFS COURANTS	10	21 326	20 400
TOTAL PASSIF		294 677	277 661

ETAT DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISES SUR LA PERIODE

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Résultat net	13 295	18 470
Variation des écarts de conversion	2 899	(6 751)
Total des produits et charges comptabilisés au bilan	16 194	11 719
Part revenant aux actionnaires de Robertet SA	16 088	11 665
Part revenant aux intérêts minoritaires	106	54



VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Total capitaux propres au 1er janvier 2007	5 573	10 015	114 868	(2 541)	127 916	84	128 000
Total des produits et des charges comptabilisés au bilan			18 416	(6 751)	11 665	54	11 719
Dividendes versés			(4 198)		(4 198)		(4 198)
Exercice de stock-options			429		429		429
Attribution d'actions gratuites			506		506		506
Variation de périmètre			(507)		(507)		(507)
Total capitaux propres au 31 décembre 2007	5 541	8 288	131 355	(9 292)	135 893	1 181	137 074
Total des produits et des charges comptabilisés au bilan			13 220	2 899	16 118	106	16 224
Dividendes versés			(4 444)		(4 444)		(4 444)
Attribution d'actions gratuites			409		409		408
Exercice de stock-options	16		(16)		0		0
Variation de périmètre			201		201	(266)	(65)
Autres variations			(727)		(727)		(727)
Total des autres variations des capitaux propres	16		(4 578)		(4 562)	(266)	(4 828)
Total capitaux propres au 31 décembre 2008	5 557	8 288	139 997	(6 393)	147 449	1 020	148 469

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Variation de la trésorerie d'exploitation :		
Résultat net	13 220	18 416
Intérêts minoritaires	75	54
Part dans le résultat net des MEE	(131)	
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	8 143	6 267
Dotations nettes aux provisions	(1 777)	(769)
Produit exceptionnel sur opération en capital		(3 870)
(Plus)/Moins-value sur cessions actifs	(1 854)	(47)
Charges d'impôt (exigible et différé)	7 661	8 682
Charges et Produits sans incidence trésorerie	420	
Coût de l'endettement financier net	3 188	311
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	28 945	29 044
Intérêts versés et reçus	(3 182)	(157)
Impôts versés	(5 277)	(11 032)
Variation des stocks	(7 037)	(2 463)
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs	(7 504)	(9 876)
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	845	(806)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(22 206)	(24 334)
Trésorerie provenant de l'exploitation	6 739	4 710
Variation de la trésorerie d'investissement :		
Investissements industriels et locations-financement	(19 932)	(13 125)
Investissements financiers net des desinvestissements	4 139	(55 210)
Cessions d'actifs	9 460	706
Incidence des variations de périmètre	(435)	(3 870)
Trésorerie provenant des opérations d'investissement	(6 768)	(71 500)
Exercice de stock-options (options de souscription)		429
Dividendes	(4 444)	(4 198)
Souscription d'emprunts	5 106	31 617
Remboursements d'emprunts	(8 513)	(6 713)
Variation nette des autres dettes financières	523	22 588
Trésorerie provenant des opérations de financement	(7 329)	43 723
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(137)	(1 556)
Variation globale de le trésorerie	(7 496)	(24 621)
Trésorerie nette à l'ouverture	14 229	38 849
Trésorerie nette à la clôture	6 733	14 229

Trésorerie nette :	31-déc-08	31-déc-07
Disponibilités	16 211	17 995
Valeurs mobilières de placement	8 503	5 893
Découverts bancaires	(17 981)	(9 659)
TOTAL	6 733	14 229



NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES ET REGLES DE CONSOLIDATION

1.1. Contexte général

En accord avec le règlement européen n° 1606/02, les comptes consolidés du Groupe Robertet sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2008.

Les comptes consolidés de Robertet ont été arrêtés par le directoire le 23 avril 2009.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre de l'exercice 2008 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Pour la présentation des comptes consolidés de l'exercice 2008, le Groupe a appliqué l'amendement des normes IAS 39 et IFRS 7 dont le thème est le reclassement des actifs financiers.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations suivantes applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 et approuvées par l'Union européenne à la date d'approbation des comptes :

- IFRS 2 amendée «conditions d'acquisition des droits et annulations», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
- IFRS 8 «segments opérationnels», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
- IAS 1 révisée, «présentation des états financiers», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
- IAS 23 révisée «coûts d'emprunts», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
- IAS 27 révisée, «états financiers consolidés et individuels», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 ;
- IFRIC 11 «transactions au sein d'un groupe», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} mars 2008 ;
- IFRIC 13 «programmes de fidélisation clients», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2008
- IFRIC 14 «plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies prévues par ISA 19, les exigences de financement et leur interaction», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008 ;

A la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient émises par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne :

- IFRS 1 amendée «coût d'une participation dans une filiale, une entreprise contrôlée conjointement ou une entreprise associée dans les états financiers individuels» applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
- IFRS 3 révisée, «regroupements d'entreprises» applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 ;
- IFRIC 12 «concessions» applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008 ;
- IFRIC 15 «accords pour la construction d'un bien immobilier», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
- IFRIC 16 «couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008 ;
- IFRIC 17 «distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires», applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 ;
- IFRIC 18, «transfert d'actifs par des clients» applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 ;
- Amélioration annuelle des normes IFRS applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009, sauf les amendements concernant IFRS 5 applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009.

Les impacts potentiels de ces normes sur les comptes du Groupe sont actuellement en cours d'analyse.

1.2 Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes des sociétés du Groupe, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, font l'objet de retraitements afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe.

Les critères de liquidité et d'exigibilité des divers postes du bilan sont précisés, lorsque requis, dans les notes annexes correspondantes.

Les modalités d'évaluation des postes du bilan sont décrites dans les paragraphes ci-dessous : immobilisations incorporelles et corporelles, stocks et en-cours, clients.

1.3 Méthodes de consolidation

Les filiales (sociétés significatives contrôlées exclusivement) sont consolidées par intégration globale.

Sont consolidées les sociétés qui dépassent l'un des seuils suivants :

- total du bilan supérieur à 0,5% de celui du Groupe
- chiffre d'affaires supérieur à 1% du chiffre d'affaires consolidé.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus values, marges en stock).

1.4 Conversion des comptes exprimés en devises

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe est la monnaie locale en vigueur.

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice.

La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste «Réserve de conversion».

1.5 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture.

Les écarts de change en résultant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en produits et charges financiers.

1.6 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont les engagements de retraite, les écarts d'acquisition et les stocks.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la direction dispose à la date d'arrêté des comptes. Une évolution divergente des estimations et des hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

La crise économique et financière, qui a émergé au cours de l'exercice 2008, a accru les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, ainsi que les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations et jugements ont été effectués dans ce contexte en fonction des éléments disponibles à la date de clôture.

1.7 Regroupement d'entreprise

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du Groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition, augmenté des coûts directement attribuables à l'acquisition.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

1.8 Immobilisations corporelles

Valeur brute :

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les valeurs résiduelles sont en général considérées comme nulles.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La

dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

Amortissement :

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

- Constructions : 20 ans à 40 ans
- Installations techniques : 5 ans
- Autres immobilisations : 4 à 8 ans

1.9 Perte de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 «Dépréciation d'actifs», la valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée d'utilité indéterminée, catégorie limitée pour le Groupe aux écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie ou unités de reporting (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat entre l'agrégat «résultat opérationnel courant» et l'agrégat «résultat opérationnel».

La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

1.10 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des titres de participation et d'autres immobilisations financières.

Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés en juste valeur ou à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter à leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. Les gains et pertes latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes.

Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

Les prêts et placements long terme sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les actifs financiers désignés comme détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en «produits de trésorerie et équivalents de trésorerie».

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

Les achats et ventes d'actifs financiers sont généralement comptabilisés à la date de la transaction.

1.11 Stocks et encours

Conformément à la norme IAS 2 «stocks», les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le

prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

1.12 Créances et dettes commerciales

Les créances et dettes commerciales sont enregistrées à leur initiation à la juste valeur. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois. Ces créances et dettes commerciales sont ensuite comptabilisées au coût amorti.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation en fonction soit d'un risque commercial soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

1.13 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés

directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

1.14 Trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une

grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

1.15 Provisions

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé, qui pourrait

engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

1.16 Engagements de retraite et assimilés

Ces engagements sont provisionnés au bilan. Ils comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, médailles du travail ainsi que ceux relatifs aux régimes à prestations définies dont la gestion n'est pas complètement externalisée.

Ces engagements sont évalués selon la méthode des unités de crédits projetées. La part à moins d'un an des provisions pour engagements de retraites et pour autres avantages du personnel est présentée dans les passifs courants.

1.17 Plans de souscription et d'achat d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », le Groupe comptabilise une charge compensatoire pour tous les instruments sur actions propres octroyés à ses salariés. Le Groupe réalise régulièrement des opérations d'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions à un prix unitaire convenu.

Lors de l'octroi d'options, le Groupe évalue la juste valeur des instruments à la date d'octroi. Le Groupe

utilise le modèle mathématique Black & Scholes pour les valoriser. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans effet sur cette évaluation. Cette juste valeur est constatée linéairement en compte de résultat (en résultat opérationnel courant) sur la période d'acquisition des droits avec contrepartie directe en capitaux propres.

1.18 Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 «Impôts différés», les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres. Les crédits d'impôt recherche sont inscrits en compte de résultat dans la rubrique «autres produits opérationnels».

1.19 Ventes de produits

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Il est constaté

net de remises et ristournes accordées aux clients.

1.20 Evaluation et comptabilisation des instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang. La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives.

Pour qu'un dérivé de change soit éligible à la comptabilité de couverture (de flux futurs ou de juste valeur) il est nécessaire de définir et documenter la relation de couverture et de démontrer son efficacité tout au long de sa vie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes. Une

couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeurs de flux futurs de trésorerie.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. L'impact comptable des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est différent selon que l'on applique ou non la comptabilité de couverture. Néanmoins, généralement les instruments dérivés utilisés par le Groupe ne sont pas qualifiés comptablement d'instruments de couverture; dans ce cas, la variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée dans la rubrique «autres produits et charges financiers».

1.21 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation,

majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stock options et les actions gratuites émises par le Groupe.

1.22 Frais de recherche et développement

Les coûts de frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges dans la mesure où

les critères de reconnaissance en tant qu'actif ne sont pas remplis selon la Direction.

1.23 Politique de gestion des fonds propres

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. L'arbitrage entre financement

externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des circonstances et des besoins.

1.24 Gestion des risques

La gestion des risques est assurée par la Direction du Groupe selon le contexte des marchés financiers et en fonction des procédures établies par le Groupe.

Le Groupe réalise ses opérations de couverture sur les marchés financiers avec un nombre limité de partenaires de premier rang afin d'éviter tout risque de contrepartie.

Risques de change

Une part prépondérante des ventes du Groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro, en particulier le dollar américain, la livre britannique, le réal brésilien, le peso mexicain et le yen japonais.

Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, ne générant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

1.25 Information sectorielle

Le Groupe Robertet fonctionne sur un schéma d'organisation orienté selon deux axes principaux :

- Les Directions de Divisions ont pour mission d'élaborer la stratégie mondiale sur les familles de produits dont elles ont la charge. Elles assurent le développement des nouveaux produits, de leur conception à la mise en œuvre des stratégies industrielles, et sont responsables du marketing (gammes, prix, moyens publicitaires, circuits de distribution...)
- Les Directions Générales Continentales qui sont chargées de développer les positions du Groupe sur leurs zones géographiques respectives. En 2008, le Groupe comptait trois Directions : Europe, Amériques et autres pays du Monde. Dans le cadre de la stratégie commerciale et marketing définie par les Directions de Divisions, elles gèrent les réseaux commerciaux.

En conséquence, l'information sectorielle présentée est une information de niveau primaire par Divisions, ces dernières étant par ailleurs considérées comme des UGT.

Cependant, les facteurs de risque et de rentabilité dépendant également des pays où le Groupe exerce son activité, il apparaît pertinent de fournir également à un deuxième niveau des informations par zone géographique.

NOTE 2 - ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition à l'actif se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Robertet Flavors	7 879	7 879
Robertet Fragrances	7 822	7 822
Autres	0	18
TOTAL	15 701	15 719

L'évolution des valeurs brutes s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
VN à l'ouverture	15 719	15 701
Acquisition	-	18
Sortie de périmètre	-	-
Autres mouvements	-18	-
TOTAL	15 701	15 719

Les écarts d'acquisition sont alloués à des groupes d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) en fonction de l'activité à laquelle ils se rapportent. Les UGT définies depuis l'exercice 2007 correspondent aux divisions du groupe : Arômes, Parfumerie et Matières Premières.

Il a été procédé à un test de valeur des UGT, auxquelles il a été affecté un goodwill.

Ce test a été déterminé en utilisant les projections à 5 ans des flux de trésorerie générés par les ventes de chaque division.

Au-delà de ces 5 années, une valeur terminale a été déterminée à partir d'un taux de croissance de 2,5 %. L'actualisation de ces flux est effectuée à un taux de 8%.

Le résultat des tests confirme qu'il n'y a pas matière à dépréciation des actifs affectés à ces UGT.

Une variation du taux d'actualisation, jusqu'à 1%, ne modifie pas la conclusion ci-dessus.

NOTE 3 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

IMMOBILISATIONS	Valeur au 31-déc-06	Différence de taux sur ouverture	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Variation de Périmètre	Valeur au 31-déc-07
Terrains	5 480	- 324	10	9		24 197	29 353
Constructions	36 308	-1 488	1 706	244	428	21 947	58 657
Installations techniques	63 415	-2 142	3 698	760	366	25 301	89 879
Autres immobilisations	8 089	2	2 052	585	- 147	4 060	13 471
Immobilisations en cours	1 844	- 425	5 383	538	- 794	585	6 055
TOTAUX	115 136	-4 378	12 849	2 135	- 147	76 090	197 414

IMMOBILISATIONS	Valeur au 31-déc-07	Différence de taux sur ouverture	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Variation de Périmètre	Valeur au 31-déc-08
Terrains	29 353	- 35	12	7 126			22 204
Constructions	58 657	333	1 044	102	4 139		64 071
Installations techniques	89 879	73	3 456	1 007	3 408		95 809
Autres immobilisations	13 471	- 64	981	562	- 13		13 813
Immobilisations en cours	6 055	641	14 278		-7 624		13 350
TOTAUX	197 414	948	19 771	8 797	- 90		209 246

NOTE 3 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES (AMORTISSEMENTS)

AMORTISSEMENTS	Valeur au 31-déc-06	Différence de tau sur ouverture	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Variation de Périmètre	Valeur au 31-déc-07
Terrains			36			1 003	1 039
Constructions	19 217	- 458	1 475	184		11 764	31 814
Installations techniques	53 189	-1 821	3 290	741		14 674	68 591
Autres immobilisations	5 817	18	1 354	504	- 92	3 012	9 604
TOTAUX	78 222	-2 261	6 119	1 429	- 92	30 452	111 047

AMORTISSEMENTS	Valeur au 31-déc-07	Différence de tau sur ouverture	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Variation de Périmètre	Valeur au 31-déc-08
Terrains	1 039		151				1 190
Constructions	31 814	30	2 155	54	45		33 990
Installations techniques	68 591	9	4 484	998	- 99		71 987
Autres immobilisations	9 604	- 29	1 167	493	- 24		10 225
TOTAUX	111 047	10	7 957	1 545	- 78		117 391

VALEUR NETTE	86 368						91 855
---------------------	---------------	--	--	--	--	--	---------------

Les immobilisations présentées ci-dessus incluent des constructions, installations techniques et autres immobilisations en location financement pour les montants suivants :

En milliers d'euros	31-déc-07	31-déc-08
Constructions	2	1
Installations techniques	5 818	3 975
Autres immobilisations	101	27
TOTAL	5 920	4 002

La charge d'amortissement pour l'exercice 2008 est de 643 K€, contre 269 K€ en 2007 pour ces immobilisations en location-financement

NOTE 4 - ACTIFS FINANCIERS

4.1 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Titres de participations comptabilisés au coût de revient	4 307	3 041
Dépôts et cautionnements	1 148	1 081
Créances rattachées à des participations	408	70
Autres titres immobilisés (1)	1 041	919
Prêts	160	180
TOTAL	7 064	5 291
PART DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	1 904	

(1) Il s'agit principalement de placements à long terme de la filiale américaine Flavors.

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2007:

En milliers d'euros	Valeur Brute	Provision	Valeur Nette	% de détention	Capitaux Propres	Résultat
ROBERTET CHINA	1 210	500	710	56,75%	2 052	86
ROBERTET INDIA	12		12	100%		
ROBERTET IRAN	200	200		49%		
ROBERTET BEJING	1 092		1 092	100%	1 071	
PLANTES AROMATIQUES DU DIOIS	1 000		1 000	35%	712	256
AUTRES	227		227			
TOTAL	3 740	700	3 041			

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2008 :

En milliers d'euros	Valeur Brute	Provision	Valeur Nette	% de détention	Capitaux Propres	Résultat
ROBERTET CHINA	1 210	500	710	56,75%	2 409	79
ROBERTET INDIA	12		12	100%		
ROBERTET IRAN	200	200		49%	1 281	172
ROBERTET BEIJING	3 356		3 356	100%	3 160	
AUTRES	229		229			
TOTAL	5 007	700	4 307			

Bien qu'elle rentrait dans les seuils de consolidation (total bilan > 0.5% du Groupe), la société Robertet Beijing n'a pas été consolidée en 2008 car cette

usine était encore en cours de construction et n'avait donc aucune activité. Cette société sera consolidée en 2009.

PART DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

En milliers d'euros	Comptes individuels des sociétés mises en équivalence			Comptes consolidés	
	Total bilan	Chiffre d'affaires	Résultat	Quote-part de	
				Capitaux propres	Résultat
Plantes Aromatiques du Diois	5 044	5 347	265	1 904	131

4.2 AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Les placements comptabilisés dans les autres actifs financiers sont des obligations de « marché à marché ». Les gains et pertes latents sont enregistrés dans le compte de résultat, la juste valeur de ces

obligations correspondant à leur valeur comptable. Ces placements sont composés d'obligations d'entreprises et d'obligations hypothécaires

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Placements de trésorerie à court terme (1)	18	6 979
TOTAL	18	6 979

(1) Il s'agit de placements à court-terme de la filiale américaine Flavors

NOTE 5 – STOCKS

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Matières premières	41 788	39 358
En-cours et produits finis	28 442	24 322
Valeur brute	70 230	63 681
Provisions	(2 783)	(2 924)
VALEUR NETTE	67 447	60 755

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit en 2007 et 2008 :

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Solde à l'ouverture de l'exercice	2 924	1 612
Augmentations	1 057	1 390
Reprises et utilisations	(1 168)	(951)
Variation du taux de change	(30)	6
Variation de périmètre		867
SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	2 783	2 924

NOTE 6- CREANCES

Ventilation des créances clients (en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Europe	28 393	32 508
Amérique du Nord	12 835	11 243
Amérique du Sud	6 200	4 626
Asie	15 284	12 201
Autres pays	5 455	6 569
TOTAL CREANCES BRUTES	68 165	67 147
Provisions pour dépréciation	2 573	1 982
TOTAL CREANCES NETTES	65 593	65 165

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit en 2007 et 2008 :

En milliers d'euros	31-déc-08	31-dec-07
Solde à l'ouverture de l'exercice	1 982	2 174
Augmentations	1 021	602
Reprises et utilisations	(411)	(1 055)
Variation du taux de change	(19)	(46)
Variation de périmètre		307
Solde à la clôture de l'exercice	2 573	1 982

NOTE 7-AUTRES ACTIFS

En milliers d'euros	31-déc-08	31-dec-07
Charges constatées d'avance	2 870	3 268
Autres créances	12 687	4 868
TOTAL AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION	15 557	8 136
Actifs d'impôts exigibles	2 445	2 969
Actifs d'impôts différés	1 934	1 927
TOTAL	19 936	13 032

NOTE 8- PROVISIONS

En milliers d'euros	Ouverture	Dotations	Utilisations	Reprise (provision non utilisée)	Variation du taux de change	Autres	Clôture
INDEMNITES RETRAITE (3)	10 364	133		2 258		(552)	7 687
Autres engagements envers le personnel (2)	636	565	431		2	56	827
Autres risques (1)	1 361	332	128		(119)	18	1 465
RISQUES ET CHARGES	1 997	897	559		(116)	74	2 292
TOTAL PROVISIONS	12 361	1 030	559	2 258	(116)	(478)	9 979
dont passifs courants	10 926						8 471
dont passifs non courants	1 434						1 508

(1) Autres risques :

Les autres risques correspondent essentiellement à des risques sociaux, fiscaux et commerciaux.

(2) Autres engagements envers le personnel :

Ils correspondent principalement à une provision pour médailles du travail

(3) Provisions retraite :

Le Groupe participe à la constitution des retraites de son personnel conformément aux lois et usages des pays dans lesquels les sociétés du Groupe exercent leur activité. Le Groupe a, par ailleurs, des engagements contractuels de retraite complémentaire, d'indemnités de départ de fin de carrière et de prévoyance dont il a la responsabilité.

Les engagements actuariels correspondants sont pris en charge soit sous forme de cotisations versées à

des organismes indépendants responsables de leur service et de la gestion des fonds, soit sous forme de provisions.

Les principales hypothèses retenues lors de l'évaluation des engagements sont les suivantes :

TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL	2008	2007
De 16 ans à 30 ans	15%	15%
De 31 ans à 41 ans	10%	10%
De 42 ans à 49 ans	4%	4%
De 50 ans à 65 ans	0.5%	0.5%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 2007.

TAUX DE CROISSANCE DES SALAIRES	France	
	2008	2%
	2007	2%
Taux d'actualisation		
	2008	5,30%
	2007	5,30%

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	2007	2008
Coût annuel des services rendus	127	169
Frais financiers sur engagements	112	168
Gains et pertes actuariels	-232	-214
Coût de la période	7	122

NOTE 9- DETTES FINANCIERES

Analyse par catégorie de dettes en milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Emprunts à long et moyen terme	37 798	39 515
Emprunts location financement	2 596	3 492
Concours bancaires courants	17 981	9 659
Autres dettes financières (1)	23 330	22 961
Comptes-courants d'associés	2 243	2 181
TOTAL	83 948	77 808

(1) Ces dettes intègrent l'engagement de rachat des titres résiduels du Groupe Charabot pour 23 154 K€.

Analyse par échéances de remboursement en milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
A moins d'un an (1)	29 404	20 588
A plus d'un an et moins de cinq ans	52 730	54 376
A plus de cinq ans	1 814	2 844
TOTAL	83 948	77 808
dont en Euros	67 523	69 087
dont en USD	16 393	8 425
Autres devises	32	296

(1) La part à moins d'un an des dettes financières se décompose ainsi :

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Part à moins d'un an des emprunts	8 000	7 294
Part à moins d'un an des dettes financières diverses	2 403	2 625
Part à moins d'un an des emprunts location financement	1 021	1 009
Découverts bancaires	17 981	9 659
TOTAL	29 404	20 588

La répartition des emprunts à taux fixe et à taux variable est la suivante :

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Emprunts à taux fixe	32 301	32 250
Emprunts à taux variable	5 498	7 265
TOTAL	37 798	39 515



Le détail des emprunts se décompose comme suit à fin 2008 :

Entité du Groupe	BANQUE	Capital restant dû au 31/12/08 en K€	Année du dernier remboursement	Taux d'intérêt	Devise
ROBERTET GRASSE	Palatine	13 142	2 014	4,39%	EUR
	Caisse d'Epargne	2 992	2 014	4,05%	EUR
	Caisse d'Epargne	2 968	2 014	3,44%	EUR
	Caisse d'Epargne	5 969	2 014	4,19%	EUR
	Société Générale	359	2 010	Libor USD 3M +0,25%	USD
	Société Générale	1 000	2 010	4,14%	EUR
	Camefi	5 000	2 015	4,30%	EUR
ROBERTET FLAVORS	BNP	1 940	2 011	Libor USD 3M +0,6%	USD
GROUPE CHARABOT	Crédit Lyonnais	2 058	2 011	Euribor 3M+0,55%	EUR
	Caisse d'Epargne	607	2 013	Codevi +0,6%	EUR
	Société Générale	423	2 010	3,95%	EUR
	Caisse d'Epargne	458	2 015	Codevi +0,5%	EUR
AUTRES		311			
TOTAL		37 228			

NOTE 10- AUTRES PASSIFS COURANTS

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Dettes fiscales et sociales	13 710	13 462
Autres dettes	7 235	6 571
Produits constatés d'avance	381	366
TOTAL	21 326	20 400

NOTE 11- INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Le groupe a recours à des instruments financiers dérivés, comportant des risques hors bilan pour gérer son exposition aux risques de change. Ces instruments financiers sont destinés uniquement à couvrir les risques sur des transactions futures ou

des engagements fermes. Le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

En milliers d'euros	31/12/2008		31/12/2007	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	8 456	8 478	6 454	6 671

Dans le cadre des contrats relatifs à ces produits dérivés, le Groupe est soumis à des risques de contrepartie. Toutefois, le Groupe, contractant

uniquement avec des banques et des institutions financières de premier rang, estime que ces risques ne sont pas significatifs.



Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes

Au 31 décembre 2008	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres	TOTAL
Instruments financiers dérivés non courants					
Autres actifs financiers non courants		7 064			7 064
Clients		65 593			65 593
Autres débiteurs		15 557			15 557
Instruments financiers dérivés courants					
Autres actifs financiers courants			18		18
Trésorerie et équivalents de trésorerie		16 211	8 503		24 714
ACTIFS FINANCIERS		104 425	8 521		112 946

Au 31 décembre 2007	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres	TOTAL
Instruments financiers dérivés non courants					
Autres actifs financiers non courants		5 291			5 291
Clients		65 165			65 165
Autres débiteurs		8 136			8 136
Instruments financiers dérivés courants					
Autres actifs financiers courants			6 979		6 979
Trésorerie et équivalents de trésorerie		17 995	5 893		23 888
ACTIFS FINANCIERS		96 586	12 872		109 459

L'état suivant présente la ventilation des créances clients au 31 décembre 2008 :

	Créances à échoir	Créances en souffrance			Créances dépréciées	TOTAL
		-de 3 mois	3 à 6 mois	+ 6 mois		
France	12 081	1 436	291	158	-107	13 859
Europe (hors France)	10 284	3 068	528	662	-442	14 099
Amérique du Sud	2 361	2 377	915	552	-432	5 773
Amérique du Nord	9 382	2 798	270	475	-237	12 688
Asie & Océanie	7 457	5 863	880	1 044	-817	14 426
Autres	3 037	1 180	435	634	-537	4 749
CRÉANCES CLIENTS	44 601	16 722	3 318	3 525	-2 573	65 593

Les différentes catégories de passifs financiers sont les suivantes :

En milliers d'euros	31-déc-08		31-déc.-07	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Dettes Fournisseurs	25 794		26 270	
Autres créiteurs	21 326		20 400	
Autres passifs financiers	29 404	54 544	20 588	57 220
PASSIFS FINANCIERS	76 524	54 544	67 257	57 220

NOTE 12 – INFORMATIONS SECTORIELLES

Analyse par secteurs d'activité

En milliers d'euros	TOTAL	31-déc-08		
		Matières Premières	Parfumerie	Arômes
Chiffres d'affaires consolidé	303 171	74 490	111 730	116 951
Résultat opérationnel courant	21 363	2 356	8 738	10 269
Résultat net Part du Groupe	13 220	1 414	5 342	6 463
ECARTS D'ACQUISITION	15 701		7 822	7 879
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	91 855	36 664	13 999	41 192
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	19 772	1 087	2 519	16 165
DOTATION AMORTISSEMENT	8 150	2 576	2 450	3 124

En milliers d'euros	TOTAL	31-déc-07		
		Matières Premières	Parfumerie	Arômes
Chiffres d'affaires consolidé	241 140	44 946	82 545	113 649
Résultat opérationnel courant	23 589	4 438	4 753	14 397
ECARTS D'ACQUISITION	15 719		7 840	7 879
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	86 368	33 080	26 295	26 992

Analyse par zones géographiques

En milliers d'euros	TOTAL	31-déc-08		
		Europe	Etats-Unis	Autres
Chiffres d'affaires consolidé	303 171	126 498	98 406	78 267
Résultat opérationnel courant	21 363	9 346	10 173	1 844
Résultat net global	13 295	5 411	6 678	1 206
Résultat Part du Groupe	13 219	5 422	6 605	1 193
Résultat Hors Groupe	75	-11	73	13
ECARTS D'ACQUISITION	15 701		15 701	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	446	202	216	28
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	91 855	54 722	33 997	3 136
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	19 771	4 369	14 895	507
DOTATION AMORTISSEMENT	8 150	6 078	1 626	447
PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS	146 208	98 412	34 702	13 094
ACTIFS COURANTS	175 773	121 980	35 752	18 041

En milliers d'euros	TOTAL	31-déc-07		
		Europe	Etats-Unis	Autres
Chiffres d'affaires consolidé	241 140	93 787	91 962	55 390
Résultat opérationnel courant	23 589	8 867	13 398	1 324
Résultat net global	18 470	8 279	9 028	1 163
		(1)		
Résultat Part du Groupe	18 416	8 249	9 007	1 161
Résultat Hors Groupe	54	30	21	2
ECARTS D'ACQUISITION	15 719	18	15 701	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	464	216	204	44
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	86 368	62 002	20 634	3 732
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	13 125	6 069	6 441	616
DOTATION AMORTISSEMENT	5 810	4 031	1 273	507
PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS	140 587	127 580	8 777	4 231
ACTIFS COURANTS	167 892	110 102	40 714	17 077

(1) dont badwill : +3870 K€

NOTE 13- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Amortissements sur immobilisations	8 150	5 810
Dotations et reprises sur provisions	(1 220)	(132)
TOTAL	6 930	5 678

NOTE 14- RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Intérêts d'emprunts et charges assimilées	(3 190)	(2 027)
Produits de valeurs mobilières	823	1 716
COÛT FINANCIER NET	(2 367)	(311)
(Dotations) / Reprises financières	174	0
(Pertes) de change	(3 320)	(1 028)
Gains de change	3 347	989
Autres	(227)	(3)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIÈRES	(26)	(42)
TOTAL	(2 393)	(354)

NOTE 15 - IMPÔTS

En milliers d'euros	31-déc-08		31-déc-07	
	Résultat Net avant Impôts	(Charges)/Produits d'Impôts Nets	Résultat Net avant Impôts	(Charges)/Produits d'Impôts Nets
Société française du Groupe	8 747	(3 349)	9 976	(2 192)
Autres sociétés du Groupe	12 077	(4 312)	17 176	(6 491)
TOTAL	20 824	(7 661)	27 152	(8 682)

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Impôt courant	(5 294)	(9 396)
Impôt différé net	(2 366)	713
IMPOTS	(7 661)	(8 682)

Les actifs et passifs d'impôts s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07	Ecart
Impôt différé Actif	1 934	1 927	8
Impôt différé Passif	(4 741)	(2 838)	(1 903)
Impôt différé Net	(2 807)	(911)	(1 896)

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Impôts différés nets au 1er janvier actifs/ (passifs)	(911)	(219)
Constatés en capitaux propres	400	66
(Charge) produit	(2 366)	713
Ecart de conversion	70	(153)
Variation de périmètre		(1 318)
Total	(2 807)	(911)
Dont impôts différés passifs	(4 741)	(2 838)
Dont impôts différés actifs	1 934	1 927

La réconciliation de la charge d'impôt théorique du Groupe calculée au taux d'impôt applicable

en France (34,43% en 2008 et en 2007) et la charge d'impôt effective se présente comme suit :

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-07
Résultat net avant impôts	20 824	27 152
Taux d'impôt courant en France	34,43%	34,43%
(Charges)/Produits d'impôts théoriques au taux d'impôt courant en France	(7 170)	(9 348)
- Impact des différences permanentes	(93)	1 756
- Effet du différentiel de taux courant des pays étrangers	(349)	(738)
- Impact des déficits fiscaux non reconnus	(149)	(51)
- Impact des crédits d'impôts	33	58
- Impact des différences de taux (différé/courant)	52	
-Autres	15	
(Charges) / produits d'impôts nets	(7 661)	(8 682)
Taux effectif d'impôt du groupe en %	36,79%	31,98%

Le taux d'imposition français est constitué du taux normal d'impôt sur les sociétés (33.33%), augmenté des contributions additionnelles en vigueur en 2008, qui portent le taux global d'imposition des bénéfices à 34.43% (comme en 2007).

A noter que le Groupe n'a pas activé d'impôt différé concernant les filiales suivantes dans la mesure où il existe un risque de non recouvrabilité :

1) Filiale Brésilienne :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 454 K€, soit 1 472 Kréal

- impôt différé non activé sur les différences temporaires : 125 K€, soit 407 Kréal

2) Groupe Charabot :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales de l'entité Arco : 1 173 K€

3) Manuta :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 746 K€

4) Robertet South Africa Aromatics :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 552 K€, soit 7209 KZAR

NOTE 16- ENGAGEMENTS HORS BILAN

16-1 Engagements donnés

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux

engagements du groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

En milliers d'euros	31-déc-08	31-déc-09
Cautions envers le trésor	228	228
Autres engagements	2 916	1 381
TOTAL	3 144	1 609

16-2 Litiges

Chacun des litiges connus, dans lesquels Robertet ou des sociétés du Groupe sont impliquées, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes

et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

NOTE 17- VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

Les valeurs mobilières de placements sont composées de SICAV monétaires et autres produits de placements à court terme.

	31-déc-07	Variation	Diff. de taux	31-déc-08
Sicav monétaires	249	5 005		5 253
Autres	5 645	- 2 175	- 221	3 249
TOTAL	5 893	2 830	- 221	8 503

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

	2008	2007
• SICAV /OPCVM :	5 253	249
Camefi Federal Placement	4 994	
Autres OPCVM (Manuta)	259	249
• ROBERTET FLAVORS :	18	6 979
Panhandle TX HEA		1 359
NY State Dorm Auth		1 155
Wachovia Bank Euro CD		170
Missouri Ed Auth		679
SLM Student Loan		3 567
Federal Home Loan Bank	18	49
• AUTRES PLACEMENTS À TERME :	3 249	5 644
Robertet Argentina	747	683
Robertet Espagne	1 201	1 201
Robertet Grasse	-	2 500
Robertet Suisse	202	181
Robertet Mexico	1 093	1 072
Autres	7	7
TOTAL GENERAL	8 520	12 872

NOTE 18- EFFECTIFS DU GROUPE

	31-déc-08	31-déc-07
Cadres	421	384
Employés	660	675
Production	426	430
TOTAL	1 507	1 489

NOTE 19- COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est composé au 31 décembre 2008 de 2 073 469 actions d'une valeur nominale de 2,5 euros, entièrement libérées, et de 149 456 certificats d'investissements, contre 2 066 989 et 149 456 respectivement en 2007.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans (nombre d'actions au 31 décembre 2008 : 958 357).

Au 31 décembre 2008, le Groupe familial détient 50% du capital représentant 61% des droits de vote.

Le capital potentiel théorique de Robertet s'élèverait à 5 573 milliers d'euros correspondant à 2 079 758 actions et 149 456 certificats d'investissements en cas d'exercice des options de souscription et de l'attribution gratuite définitive d'actions.

Au 31 décembre 2008, Robertet détient 700 de ses propres actions, soit 0.03 % du capital social (même montant en 2007).

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale la mise en distribution d'un dividende de 1,80 euros par action.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2007	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2008
08/10/2000	08/10/2010	60,00	11 500			11 500
11/09/2001	11/09/2011	66,00	16 500			16 500
11/09/2002	11/09/2012	82,00	9 300			9 300
11/09/2003	11/09/2013	87,50	9 500			9 500
11/09/2004	11/09/2014	101,19	9 000			9 000
TOTAL			55 800			55 800

Le nombre d'actions restant à émettre au 31 décembre 2008 au titre des stocks options s'élève à 55 800 actions. Le prix d'exercice moyen pon-

déré des options restantes au 31 décembre 2008 s'élève à 84.45 euros.

OPTIONS D'ACHAT

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2007	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2008
31/10/2002	31/10/2010	78,10	700			700
TOTAL			700			700

Le prix d'exercice moyen pondéré des options restantes au 31 décembre 2007 s'élève à 78.10 euros.

ATTRIBUTIONS ACTIONS GRATUITES

Date d'octroi	Date attribution définitive	Nombre au 31/12/2007	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2008
08/09/2005	08/09/2007	3 250		3 250	
20/04/2006	20/04/2008	3 250		3 250	
19/04/2007	19/04/2009	3 500			3 500
29/04/2008	29/04/2010		3 950		3 950
TOTAL		10 000	3 950	6 500	7 450

Seuls les plans émis à partir du 7 novembre 2002 et dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants.

La juste valeur des actions gratuites s'élève à 111,33 euros par action. Une charge de 408 milliers d'euros

a été enregistrée sur l'exercice 2008 (506 Keuros en 2007).

La charge relative à l'attribution d'actions gratuites est étalée sur deux ans à partir de la date d'octroi.

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi.

NOTE 20 – CALCUL DU RESULTAT PAR ACTION

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les exercices clos en 2008 et 2007 est présenté ci-dessous :

(a) Résultat de base	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	13 220	18 416
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 222	2 231
Résultat net de base par action (en euros)	5,95	8,25

(b) Résultat dilué	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	13 220	18 416
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 222	2 231
Options sur actions (en milliers)	8	22
Nombre moyen pondéré d'actions pris en compte pour le calcul du résultat dilué (en milliers)	2 229	2 253
Résultat net dilué par action (en euros)	5,93	8,17

NOTE 21 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement significatif de nature à modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre

2008 et la date du conseil d'administration ayant arrêté ces comptes, le 23 avril 2009.

NOTE 22 – ENTREPRISES LIEES

Les transactions avec les entreprises liées sont uniquement des ventes de matières premières de la maison-mère à ces dernières. Ces ventes s'élèvent à 1 129 Keuros pour l'exercice 2008.

Les autres parties liées concernées sont les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance. Les

rémunérations et avantages de toutes natures versées aux mandataires sociaux sont détaillés au paragraphe suivant.

NOTE 23- REMUNERATION DES DIRIGEANTS

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés aux membres du Conseil de Surveillance et au comité de direction du Groupe, comptabilisé

en charge sur l'exercice 2008 et 2007, s'établit comme suit :

(en euros)	2008	2007
Rémunération du Directoire	1 304 007	1 183 521
Rémunération du Conseil de Surveillance	171 000	191 752
TOTAL	1 475 007	1 375 273

Les rémunérations comprennent la partie fixe et variable hors charges sociales patronales.

NOTE 24- FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement représentent pour l'année 2008 comme pour l'année 2007

environ 8% du chiffre d'affaires consolidé.

NOTE 25- LISTE DES FILIALES CONSOLIDEES

ENTITES	PAYS	% de détention	Méthode de consolidation
Robertet GMBH	Allemagne	100%	INTÉGRATION GLOBALE
Robertet Argentina	Argentine	100%	
Robertet Do Brasil	Brésil	100%	
Robertet Espana	Espagne	100%	
Robertet Inc	Etats-Unis	100%	
Robertet Flavors Inc	Etats-Unis	100%	
Robertet Fragrances Inc	Etats-Unis	100%	
Robertet Italia	Italie	100%	
Robertet Hiyoki	Japon	100%	
Robertet de Mexico	Mexique	100%	
Robertet UK	Royaume-Uni	93,80%	
Robertet et Cie SA	Suisse	100%	
Robertet Turkey	Turquie	100%	
Robertet South Africa Aromatics	Afrique du Sud	100%	
Robertet Savoury	Belgique	100%	
Charabot	France	99,76%	
Manuta	Monaco	100%	
Plantes Aromatiques du Diois	France	49,2%	MEE

ROBERTET S.A.

COMPTES SOCIAUX



EXERCICE

CLOS LE

31 DECEMBRE 2008

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'Euros)

	NOTE	31-déc-08	31-déc-07
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.13	97 063	99 798
Production stockée		2 259	543
Autres produits d'exploitation		834	814
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		100 156	101 156
Achats		-42 627	-41 756
Variation des stocks		1 769	2 645
Charges externes		-18 915	-19 700
VALEUR AJOUTEE		40 382	42 346
Charges de personnel		-27 800	-27 308
Impôts et taxes		-2 704	-2 751
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		9 879	12 288
Dotations aux amortissements		-2 806	-2 715
Dotations aux provisions et reprises		-858	-184
RESULTAT D'EXPLOITATION		6 215	9 389
Charges et produits financiers	2.14	-1 043	-505
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		5 171	8 884
Charges et Produits exceptionnels	2.15	-784	-69
Impôt sur les bénéfices	2.17	-1 100	-2 442
RESULTAT NET AVANT PARTICIPATION		3 287	6 373
PARTICIPATION		-239	-647
BENEFICE NET		3 048	5 727

BILAN		(en milliers d'Euros)	
ACTIF	NOTE	31-déc-08	31-déc-07
Immobilisations corporelles	2.1 et 2.2	12 603	12 939
Immobilisations financières	2.3	68 032	64 846
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		80 635	77 785
Stocks	2.4	26 208	22 004
Clients et comptes rattachés	2.5 et 2.8	24 947	27 212
Créances diverses		4 057	3 223
Valeurs mobilières de placement	2.19	5 049	2 555
Disponibilités		2 073	3 559
Comptes de régularisation	2.6	1 724	1 443
TOTAL ACTIF CIRCULANT		64 059	59 994
TOTAL ACTIF		144 694	137 779
PASSIF		31-déc-08	31-déc-07
Capital	2.20	5 557	5 541
Réserves		58 044	56 778
Résultat de l'exercice		3 048	5 727
Provisions réglementées	2.8	8 543	7 741
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2.7	75 192	75 787
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	2.8	3 184	2 635
DETTES FINANCIERES	2.9	48 484	39 892
DETTES D'EXPLOITATION	2.10	17 834	19 466
TOTAL PASSIF		144 694	137 779

TABEAU DE FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'Euros)	2008	2007
Bénéfice net	3 048	6 269
Amortissements des immobilisations corporelles	2 806	2 715
Dotations nettes aux provisions	2 003	218
(Plus)/moins- value sur cessions actifs	-18	-49
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	7 839	9 152
Variation des stocks	-4 205	-2 647
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs	1 148	-6 063
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	-1 631	-171
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT DE L'EXERCICE	-4 688	-8 880
TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	3 152	272
Investissements industriels	-2 470	-2 844
Autres mouvements sur actifs financiers	-3 838	-34 120
Cessions et réalisation d'actifs	18	76
TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-6 291	-36 888
Levée de souscription d'action		430
Dividendes versés	-4 444	-4 198
Souscription d'emprunts	5 000	31 000
Remboursements d'emprunts	-5 222	-3 705
Variation nette des autres dettes financières	81	-466
TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-4 585	23 061
VARIATION GLOBALE DE TRÉSORERIE	-7 724	-13 555
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 1 ^{er} janvier	1 792	15 890
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 31 décembre	-5 932	1 792
	-7 724	-14 098

SITUATION DE TRESORERIE	31-déc-08	31-déc-07
Valeurs mobilières de placement	5 049	2 555
Disponibilités	2 073	3 559
Concours bancaires	- 13 054	-4 321
NET	- 5 932	1 792

SITUATION DE L'ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE ET DU PASSIF EXIGIBLE	31-déc-08	31-déc-07
ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE		
Créances clients et comptes rattachés	24 947	27 212
Autres créances	4 057	3 223
Valeurs mobilières de placement	5 049	2 555
Disponibilités	2 073	3 559
Comptes de régularisation actif	1 724	1 443
TOTAL	37 851	37 990
PASSIF EXIGIBLE		
Emprunts et dettes financières divers	7 651	7 555
Concours bancaires	13 054	4 321
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 573	12 885
Dettes fiscales et sociales	6 128	6 415
TOTAL	38 406	31 176
ACTIF REALISABLE - PASSIF EXIGIBLE	- 556	6 815



NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D’EVALUATION

A PRINCIPES

Les comptes annuels pour l’exercice clos le 31 décembre 2008 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France (règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable).

B. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d’acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction des durées d’utilisation suivantes :

- Constructions	20 ans (*)
- Matériel de transport	4 et 5 ans
- Agencements, installations	5 et 8 ans
- Installations techniques	5 ans
- Matériels de bureau	5 ans

(*) : 8 ans pour les constructions légères

L’entreprise enregistre en amortissement dérogatoire la différence entre l’amortissement fiscal et l’amortissement économique.

Lorsque des circonstances ou événements indiquent qu’une immobilisation a pu perdre de la valeur, l’entreprise procède à l’examen de la valeur actuelle de cette immobilisation. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d’usage. La valeur d’usage est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de cette immobilisation dans le cadre des conditions d’utilisation prévues par l’entreprise. La valeur vénale correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par l’entreprise dans le

cadre d’une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Un amortissement exceptionnel est comptabilisé lorsque la valeur actuelle d’une immobilisation devient durablement inférieure à sa valeur nette comptable.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l’amortissement et à la dépréciation des actifs.

C. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d’acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur recouvrable devient durablement inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des différents critères, dont la valeur de marché, les perspectives de rentabilité et les capitaux propres réévalués.

Les autres immobilisations financières sont également évaluées au coût historique d’acquisition. Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d’inventaire s’avère inférieure.

D. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et leur valeur de marché. Le coût de revient des stocks correspond au coût moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

E. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur valeur nominale.

en fonction soit d'un risque commercial, soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

Des provisions pour dépréciation sont constituées

F. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix de revient ou à la valeur de marché si celle-ci se révèle inférieure.

G. Instruments de change

Evaluation et comptabilisation des instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang.

Les produits et les charges résultant de l'utilisation d'instruments financiers dérivés sont enregistrés dans le résultat financier lorsque la transaction est dénouée.

La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives mais d'affecter les contrats à la couverture d'engagements fermes ou de transactions futures dont la réalisation est hautement probable.

Une provision est constatée, le cas échéant, à la clôture correspondant à la perte latente de la juste valeur de l'instrument financier à cette date.

H. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhé-

rents à l'activité opérationnelle de la société, tels que plus ou moins values de cession, charges de restructuration ou amortissements exceptionnels.

I. Utilisation d'estimations

La préparation des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis, nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses réalisées par la direction de l'entreprise et pouvant affecter les montants d'actifs et passifs

figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

J. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-

à-vis de tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

K. Engagements de retraite

La société applique la recommandation n° 2003-R01 du 1^{er} avril du CNC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite.

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture.

Les écarts actuariels sont amortis au compte de résultat à partir des exercices suivant leur constatation pour la partie excédant un corridor fixé à 10% du montant des obligations, sur la durée résiduelle de vie active des bénéficiaires (méthode dite du « corridor »).

L. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Le chiffre d'affaires

est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

M. Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont passés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

N. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur au cours moyen mensuel. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice.

Les pertes et les gains de change sont comptabilisés dans le poste « charges et produits financiers ».

2.1 MOUVEMENTS SUR IMMOBILISATIONS

	31-12-07	ACQUISITIONS	CESSIONS	31-12-08
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 168			2 168
Constructions	20 298	514		20 812
Installations techniques	31 052	1 051	5	32 098
Autres immobilisations	6 244	905	108	7 041
TOTAUX	59 762	2 470	113	62 119

2.2 MOUVEMENTS SUR AMORTISSEMENTS

	31-12-07	DOTATIONS	REPRISES	31-12-08
Constructions	14 299	882		15 182
Installations techniques	27 640	1 341	5	28 975
Autres immobilisations	4 884	582	108	5 358
TOTAUX	46 823	2 806	113	49 515

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	VALEUR BRUTE	PROVISIONS	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
			2008	2007
Participations	67 954	3 330	64 624	61 403
Créances rattachées à des participations	3 743	474	3 270	3 289
Autres immobilisations financières	138		138	154
TOTAL	71 836	3 804	68 032	64 846

	VALEUR BRUTE	ACQUISITIONS	CESSIONS	VALEUR BRUTE
	31-déc-07			31-déc-08
Participations	64 137	3 820	3	67 954
Créances rattachées à des participations	3 707	36		3 743
Autres immobilisations financières	154		16	138
TOTAL	67 998	3 856	19	71 836

2.4 STOCKS

DÉSIGNATION	MÉTHODE DE VALORISATION	2008	2007
Matières premières	Coût moyen pondéré ou cours du jour si inférieur	14 756	12 988
Provision / Matières Premières		- 702	- 697
En-cours et produits finis	Coût de production	12 955	10 696
Provision/ Produits Finis		- 801	- 982
TOTAL		26 208	22 004

2.5 CREANCES

Toutes les créances sont à moins d'un an.

2.6 COMPTES DE REGULARISATION

	2008	2007
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 046	1 235
Achats	880	1 066
Frais généraux	167	169
ECART DE CONVERSION ACTIF	678	207
Prêts	678	207
TOTAL COMPTE DE REGULARISATION ACTIF	1 724	1 443
ECART DE CONVERSION PASSIF	133	166
Autres dettes financières	1	18
Emprunts	132	148
TOTAL COMPTE DE REGULARISATION PASSIF	133	166

2.7 VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	titres		Capital	Primes d'émission	Réserves	Provisions Réglementées	Capitaux Propres
	actions	CI					
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2006	2 079 596	149 456	5 573	10 015	52 688	7 624	75 900
Dividendes versés					-4 198		-4 198
Exercice de stock-options	6 000		15	414			429
Réduction de capital	-18 607		-47	-2 141			-2 187
Variation des provisions réglementées						117	117
Résultat de l'exercice					5 727		5 727
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2007	2 066 989	149 456	5 541	8 288	54 217	7 741	75 787
Dividendes versés					-4 444		-4 444
Exercice de stock-options	6 500		16		-16		
Variation des provisions réglementées						802	802
Résultat de l'exercice					3 048		3 048
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2008	2 073 489	149 456	5 557	8 288	52 804	8 543	75 192

2.8 ETAT DES PROVISIONS

	provisions au 31/12/07	dotations	utilisations	reprise (provision non utilisée)	provisions au 31/12/08
PROVISIONS REGLEMENTEES	7 741	1 801	999		8 543
Provision pour hausse des prix (1)	6 132	1 328	672		6 788
Amortissements dérogatoires	1 232	305	326		1 210
Provision pour investissement	378	167			545
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 635	549			3 184
Provision retraites (2)	2 272	72			2 344
Provision médailles du travail	136	5			141
Provision écart de conversion actif	207	471			678
Provision pour risque divers	20				20
PROVISION SUR ACTIF CIRCULANT	2 520	1 066	364	96	3 126
Clients	841	960	81	96	1 624
Stocks	1 679	106	283		1 503

(1) dont part à moins d'un an : 2527 Keuros

L'impact net des dotations, utilisations et reprises s'élève à 1957 milliers d'euros et se ventile ainsi :

Résultat d'exploitation	684
Résultat financier	471
Résultat exceptionnel	802
TOTAL	1 957

2) Pour les provisions retraites : Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi (indemnité de fin de carrière) font l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges.

Les engagements sont déterminés selon la méthode des « unités de crédit projetées ». Ils tiennent compte

d'hypothèses actuarielles, notamment de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de rotation du personnel et de taux de mortalité.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	2008	2007
Taux de croissance des salaires	2 %	2 %
Taux d'actualisation	5,3 %	5,3 %

TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL	2008	2007
De 16 ans à 30 ans	15%	15%
De 31 ans à 41 ans	10%	10%
De 42 ans à 49 ans	4%	4%
De 50 ans à 65 ans	0.5%	0.5%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 2007 parue en 2007.

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	2008	2007
Coût annuel des services rendus	108	111
Frais financiers sur engagements	120	99
Gains et Pertes Actuariels	-155	-184
Coût de la période	73	25

La variation des engagements de retraite et assimilés se ventile comme suit :

En milliers d'euros	2008	2007
Engagement à l'ouverture	2272	2247
Coût de la période	73	25
Engagement à la clôture	2344	2272

2.9 DETTES FINANCIERES

Analyse par catégorie de dettes	2008	2007
Emprunts à long et moyen terme	31 568	31 789
Concours bancaires courants	13 054	4 321
Autres dettes financières (1)	3 862	3 782
TOTAL	48 484	39 892

(1) il s'agit principalement des comptes-courants d'associés.

Analyse par échéances de remboursement	2008	2007
A moins d'un an	20 705	11 876
A plus d'un an et moins de cinq ans	26 090	25 486
A plus de cinq ans	1 689	2 530
TOTAL	48 484	39 892

Analyse des mouvements / emprunts	2 008	2 007
Souscription d'emprunt sur l'exercice	5 000	31 058
Remboursement d'emprunts sur l'exercice	-5 222	-3 705
VARIATION NETTE	-222	27 353

Analyse des dettes financières par devise	2 008	2 007
Dettes financières libellées en Euros	41 667	36 271
Dettes financières libellées en USD	6 649	3 469
Dettes financières libellées en CHF	168	152
TOTAL	48 484	39 892

2.10 DETTES D'EXPLOITATION

Toutes exigibles à moins d'un an, elles se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	2008	2007
Fournisseurs et comptes rattachés	9 300	10 138
Personnel et comptes rattachés	3 272	3 639
Organismes sociaux	2 856	2 758
Etat, impôts et taxes		18
Commissions à payer	1 676	2 590
Autres charges à payer	596	156
Ecart de conversion	133	166
TOTAL	17 834	19 466

2.11 ENGAGEMENTS DONNES

En milliers d'euros	2008	2007
Consentis à l'égard des entreprises liées	2 336	2 749
Cautions envers le trésor	8	8
Autres cautions	20	19
Engagements liés au titre des contrats de crédit-bail (loyers restants à payer)	151	255
TOTAL	2 515	3 031

2.12 SURETES REELLES DONNEES

Néant.

2.13 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONES GEOGRAPHIQUES ET PAR SECTEURS D'ACTIVITE

Par zones géographiques	2008	2007
Europe	65 139	63 561
Amérique du Nord	6 810	8 344
Amérique du Sud	6 274	6 506
Asie	11 182	12 319
Autres Pays	7 658	9 068
TOTAL	97 063	99 798

Par secteurs d'activité	2008	2007
Matières Premières	26 802	28 261
Composition pour la Parfumerie	36 071	38 085
Arômes Alimentaires	34 191	33 452
TOTAL	97 063	99 798

2.14 RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	2008	2007
Dividendes	667	959
Intérêts sur dettes financières	-1 641	-1 234
Intérêts sur placements financiers	50	484
Escomptes accordés et reçus	-93	-67
Gains/(Pertes) de change	1 064	-73
Frais de banque, charges et produits financiers divers	-142	-147
Dotations/ Reprise provision financière	-949	-426
TOTAL	-1 043	-505

2.15 RESULTAT EXCEPTIONNEL

En milliers d'euros	2008	2007
Dotations et reprises aux provisions réglementées	-802	-117
Charges et produits divers	18	49
TOTAL	-784	-69

2.16 SITUATION FISCALE LATENTE

En milliers d'euros	2008	2007
Impôt latent à payer sur provisions réglementées	2 941	2 665
Impôt payé d'avance sur participation et provisions retraite	889	1 005
Impôt payé d'avance sur contribution sociale de solidarité	53	55

2.17 VENTILATION DE L'IMPOT

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant :	5 171	1 500	3 671
Exceptionnel :	- 784	-219	-565
Participation :	-239	-181	-58
TOTAL		1 100	3 048

2.18 EFFECTIF MENSUEL MOYEN

	2008	2007
Cadres	121	123
Agents de maîtrise	122	109
Employés	138	136
Ouvriers	113	138
TOTAL	494	506

Droits individuels à la formation : Le volume d'heures acquis par les salariés au titre du droit individuel à la formation s'élève à 29 500 heures (vs 23 182,5 à fin 2007).

2.19 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

Les valeurs mobilières de placement sont composées de SICAV monétaires, des dépôts à terme et des actions propres acquises dans le cadre du plan d'achat de stock-options.

En milliers d'euros	31-déc-07	Acquisitions	Cessions	31-déc-08
Actions Propres (1)	55			55
Sicavs monétaires		4 994		4 994
FCP	2 500		2 500	
TOTAL	2 555	4 994		5 049

(1) le nombre d'actions propres détenues par la société au 31 décembre 2008 s'élève à 700 (idem qu'au 31 décembre 2007).

SICAV	31-déc-07	Acquisitions	Cessions	31-déc-08
Valeur nominale		12 049	7 055	4 994
Valeur de marché		4 995		4 995

OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2007	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2008
08/10/2000	08/10/2010	60,00	11 500			11 500
11/09/2001	11/09/2011	66,00	16 500			16 500
11/09/2002	11/09/2012	82,00	9 300			9 300
11/09/2003	11/09/2013	87,50	9 500			9 500
11/09/2004	11/09/2014	101,19	9 000			9 000
TOTAL			55 800			55 800

OPTION D'ACHAT

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2007	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2008
31/10/2002	31/10/2010	78,10	700			700
TOTAL			700			700

ATTRIBUTIONS ACTIONS GRATUITES

Date d'octroi	Date limite	Nombre au 31/12/2007	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2008
08/09/2005	08/09/2007	3 250		3 250	
20/04/2006	20/04/2008	3 250		3 250	
19/04/2007	19/04/2009	3 500			3 500
29/04/2008	29/04/2010		3 950		3 950
TOTAL		10 000	3 950	6 500	7 450

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi

2.20 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital est composé de 2 073 489 actions et de 149 456 certificats d'investissement d'une valeur nominale de 2,5 €. Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans.

2.21 CHARGES A PAYER

En milliers d'euros	2008	2007
Fournisseurs et Comptes Rattachés	1 402	1 054
Dettes fiscales et sociales	2 684	3 103
TOTAL	4 086	4 156

2.22 PRODUITS A RECEVOIR

En milliers d'euros	2008	2007
Dividendes	166	128
Autres produits financiers	70	12
Avoirs	5	12
Royalties	151	163
Différence sur prix d'acquisition de titres		194
Refacturations diverses	64	
TOTAL	456	509

2.23 ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

En milliers d'euros	Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec laquelle la Sté a un lien de participations
Participations	64 558	66
Créances rattachées à des participations	3 270	
Créances clients et comptes rattachés	3 976	
Emprunts et dettes financières diverses	1 693	
Avances fournisseurs	1 139	
Dettes fournisseurs	434	
Produits à recevoir	381	
Autres dettes	153	
Produits de participation	667	
Charges financières	77	

2.24 INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

	(En milliers d'euros)		31/12/2008		31/12/2007	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	3 682	3 758	6 454	6 671		

2.26 FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Valeur d'inventaire des titres			Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Capital (1)	Réserves et report à nouveau (1)	% détenu	Dividendes reçus (2)	Résultat du dernier exercice (2)
	brut	provision	net							
Robertet GMBH	542	437	105	118		26	55	100,00		24
Robertet Argentina	177		177			404	918	100,00	223	291
Robertet do Brasil	3 132	1 941	1 191			3 361	-1 924	100,00		-246
Robertet Espana	162		162			60	2 188	100,00	200	373
Robertet Inc	462		462			6	11 229	100,00		1 233
Robertet Flavors Inc	6 445		6 445		1 940	784	35 852	100,00		5 693
Robertet Fragrances Inc	12 974		12 974			1 765	4 513	89,97		-658
Robertet Italia	70		70			26	-7	100,00		
Robertet Japon	199		199		396	592	600	100,00		142
Robertet de Mexico	139		139			195	4 803	100,00	123	472
Robertet UK	392		392	1 575		138	871	93,80		426
Robertet et Cie SA	38		38			64	2 135	100,00	121	124
Robertet Turquie	976		976			3	688	100,00		-24
Robertet South Africa Aromatics	460	253	207			290	-11	100,00		-132
Robertet Savoury	3 500		3 500			3 125	3 428	100,00		-928
Robertet China	1 210	500	710			1 948	381	56,75		79
Robertet India	12		12					100,00		
Robertet Iran	200	200		300		1 012	97	49,00		172
IS Finances SAS	50		50							
Robertet Beijing	3 356		3 356			3 159	1	100,00		
Groupe Charabot	16 517		16 517			6 100	40 759	34,92		7484
Manuta (3)	15 019		15 019	1 018		300	9 151	100,00		68
Sarl Serei No Nengone	1		1							
Plantes Aromatiques du Diois	1 857		1 857			98	1 471	49,20		265
Sous-total	67 889	3 330	64 558	3 011	2 336					
Autres	66		66							
Total	67 954	3 330	64 624	3 011	2 336					

(1) : montant en devise converti au taux de clôture

(2) : montant en devise converti au taux moyen annuel

(3) La société Manuta détient 14,95% de Charabot SA et 38,5% de Charabot Participations

A noter que la créance consentie à Robertet Iran est provisionnée à 100%, soit 300 K€.

RESULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2004	2005	2006	2007	2008
SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	5 460	5 558	5 573	5 541	5 557
Nombre d'actions	2 034 588	2 073 896	2 079 596	2 066 989	2 073 489
Nombre de certificats d'investissement	149 456	149 456	149 456	149 456	149 456
Valeur nominale des titres	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
RESULTAT GOBAL DES OPERATIONS					
Chiffre d'affaires hors taxes	95 016	92 934	98 406	99 798	97 063
Bénéfice avant impôt, dotation aux amortissements et provisions	14 558	13 437	15 309	14 351	11 244
Impôt sur les bénéfices	2 953	2 707	3 627	2 442	1 100
Bénéfice après impôt, dotation aux amortissements et provisions	6 678	5 550	6 160	6 269	3 048
Montant des bénéfices distribués	3 775	4 000	4 200	4 433	4 001
RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UN SEUL TITRE					
Bénéfice après impôt, mais avant dotation aux amortissements et provisions	5,31	4,83	5,24	5,37	4,56
Bénéfice après impôt, dotation aux amortissements et provisions	3,06	2,50	2,76	2,83	1,37
Dividende versé à chaque titre	1,70	1,80	1,90	2,00	1,80
PERSONNEL					
Nombre de salariés	518	505	511	493	488
Montant de la masse salariale	16 368	16 463	16 768	17 231	17 606
Montant versé au titre des avantages sociaux (S.S., oeuvres sociales, etc...)	7 243	7 573	7 781	8 442	8 321

ROBERTET S.A.

